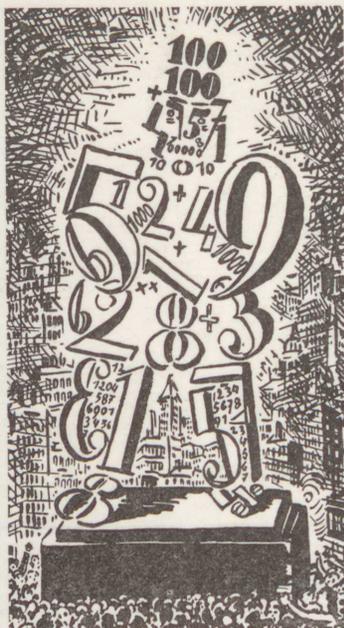


Un éditorial de
Claude Renard



Serge Lewuillon

Histoire et
« vulgarisation »

L'initiative
industrielle
publique
en Luxembourg

Pierre Ergo

Un champignon
vénéneux :
le C.E.P.I.C.

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série — N° 50 (69)

9^{me} année — décembre 1978

Sommaire

Claude Renard A propos d'une affiche	p. 1
Pierre Ergo Le CEPIC, un champignon vénéneux	p. 4
Jean Jacqmain L'initiative industrielle publique au Luxembourg	p. 12
Serge Lewuillon (CHEMa) La vulgarisation : pratique scientifique et pratique militante	p. 18
En diagonale : — Le 20 ^e anniversaire du CRISP — Théâtre pour enfants	p. 35
Courrier des lecteurs : Pierre Gillis nous écrit	p. 39
Livres sur l'Europe	p. 45

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville. Jean Terfve ●

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin.

Secrétaire de rédaction : Pierre Ergo

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Supplément aux « Cahiers Marxistes » - n° 50 - Janvier 1977

CAHIERS MARXISTES

Revue fondée en 1969

INDEX
RECAPITULATIF
POUR
LES ANNEES
1973 - 1976

L'abonnement annuel aux Cahiers marxistes

(dix livraisons) pour 1977

est fixé à 500 F,

montant qui se réduit à 250 F pour les moins de 25 ans.

Etranger : 600 F.

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sans tarder

Faites connaître les C.M. autour de vous

Aidez-nous à étendre la diffusion des C.M.

et envoyez-nous vos suggestions et observations sur le contenu de la revue.

Adresse : 20, avenue de Stalingrad, 100 Bruxelles

CCP N° 000 0188745 80 de la Fondation J. Jacquemotte,

20, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles.

Rosine LEWIN. — Une perspective pour sortir de la crise (22 ^e Congrès du P.C.B.)	mai	1976
Jacques ARON. — Bilan de 30 ans d'urbanisme (Bruxelles — dossier pour un débat sur le plan de secteur)	juin	1976
Emile BAUWIN. — L'emploi (Bruxelles — dossier pour un débat sur le plan de secteur)	juin	1976
Jacques MOINS. — Aspects institutionnels et politiques (Bruxelles — dossier pour un débat sur le plan de secteur)	juin	1976
Albert MARTENS et Marguerite MERTENS. — Le logement (Bruxelles — dossier pour un débat sur le plan de secteur)	juin	1976
C. VANDERMOTTEN. — La circulation (Bruxelles — dossier pour un débat sur le plan de secteur)	juin	1976
Georgette VERDICQ. — Les comités d'habitants (Bruxelles — dossier pour un débat sur le plan de secteur)	juin	1976
Bernard JOURET. — Les mouvements migratoires (Bruxelles — dossier pour un débat sur le plan de secteur)	juin	1976
Journal, aujourd'hui, demain	juin	1976
L'enjeu des élections communales	juin	1976
Jacques MOINS. — Rentrée politique (Elections communales du 10 octobre 1976)	sept.	1976
Rosine LEWIN. — Après le 10 octobre	nov.	1976
Jean JACQMAIN. — L'exotisme à la portée de toutes les bourses : la province de Luxembourg	nov.	1976
Pierre JOYE. — Le dossier A.C.E.C.	déc.	1976
Jacques MOINS. — L'aide à la presse	déc.	1976
J.C. BODSON. — Droit social — textes et réalité	déc.	1976
Guy DELVAX. — Représentation proportionnelle ?	déc.	1976

POLITIQUE ETRANGERE ET PROBLEMES INTERNATIONAUX

Jean DU BOSCH. — Notes sur les agricultures est-allemande et bulgare	16	1973
Léo FIGUERES. — Une nouvelle étape dans la lutte des forces démocratiques en France	17	1973
Susa NUDELHOLE. — Au Chili : Grand succès de l'unité populaire	17	1973
Aux peuples pour le Chili	18	1973
Jean BLUME. — L'expérience chilienne : nécessité d'une réflexion plus profonde	19	1973
Appel du Parti communiste du Chili	19	1973
Goffredo LINDER. — Les forces armées chiliennes	févr.	1974
Paul GAVEAU. — Le Chili et l'opinion chrétienne	avril	1974
Rosine LEWIN. — France : du passé vers l'avenir	juin	1974
Témoignages sur une « région rouge » d'Italie : Santé publique et lutte des classes	juin	1974
René CASTILLO. — Lettre du Chili	sept.	1974
Appel à l'opinion publique internationale. « Pour le Chili »	sept.	1974
Paul GAVEAU. — Une Europe sans anachronismes	sept.	1974
Jacques DE BONIS. — Le parti communiste français et l'union de la gauche	déc.	1974
Hugo FRADES et José SOARES. — Le Portugal après le 25 avril : Problèmes économiques	janv.	1975
Rosine LEWIN. — Quel Portugal demain ?	janv.	1975
Paulette PIERSON-MATHY. — Le Portugal après le 25 avril : La nouvelle politique d'outre-mer	janv.	1975
L'opinion publique face à la sécurité européenne	avril	1975
M. AZCARATE. — Vers la fin du franquisme	avril	1975
François HOUTART. — Vietnam : Les bases structurelles de l'intervention américaine	mai	1975

	N°	Année
Madeleine JACQUEMOTTE. — Vietnam « ... dans le bonheur »	mai	1975
Denise MATHY. — Vietnam : Le droit à l'unité	mai	1975
Rosine LEWIN. — Le Portugal et la gauche européenne	oct.	1975
Jules LAMMENS. — Le Zaïre : situation et perspectives	nov.	1975
Jacques MOINS. — Italie : Compromis historique	nov.	1975
Jacques ARON. — L'O.N.U. et le sionisme	déc.	1975
Marie GUISSÉ. — Une politique cohérente et systématique (La femme en R.D.A.)	janv.	1976
Rosine LEWIN. — La condition féminine en République démocratique allemande	janv.	1976
Jean DU BOSCH. — Angola : le sens d'un combat	févr.	1976
Augustin DUCHATEAU et Jacques MOINS. — Révolution culturelle en Hongrie	févr.	1976
Jacques MOINS. — Le P.C.F. et les libertés	mars	1976
Jean TERFVE. — Quelle Europe demain ?	mars	1976
ALCARAZ, L. et LOPEZ REAL, F. — Espagne 1976	avril	1976
Rosine LEWIN. — Une autre Italie	sept.	1976
Jean TERFVE. — La conférence de Berlin des partis communistes et ouvriers d'Europe	nov.	1976

ENSEGNEMENT ET CULTURE

Roger SOMVILLE. — L'art mural mexicain et la révolution	16	1973
Jean BLANKOFF. — Un romancier russe oublié : Pisemski	17	1973
Jean CIMAISE. — Picasso pour tous	17	1973
Francis TESSA. — Le poète Jacques Izoard	17	1973
Louise GOTOVITCH. — Quelques réflexions à propos de la « pédagogie »	18	1973
Jean CIMAISE — Roger Somville parle de Siqueiros	févr.	1974
Louise GOTOVITCH. — A propos de la lutte contre les handicaps socio-culturels en éducation	févr.	1974
Louise GOTOVITCH. — Et cette « non-directivité » ?	oct.	1974
Jean LAVACHERY. — Les trois pédagogies	oct.	1974
Nicole CROMBEZ. — Théâtre/Roman, le dernier roman d'Aragon	déc.	1974
Jean LAITAT. — Les non-directifs ingénus	déc.	1974
Patrice GRANVILLE. — Relire Marivaux	févr.	1975
Jean-Maurice ROSIER. — Théâtre/Roman (bis)	févr.	1975
Un entretien avec Edmond DUBRUNFAUT sur l'art mural	févr.	1975
Jacques ARON. — La crise de l'enseignement de l'architecture	mars	1975
Louise GOTOVITCH. — L'école à 5 ans ?	juin	1975
Jean BLANKOFF. — Emile Verhaeren et la Russie	déc.	1975
L'aventure murale du métro Hankar — Comment peindre collectivement ?	févr.	1976
L'aventure théâtrale est aussi affaire des travailleurs	avril	1976
Michel JAUMAIN et Jean-Marie PIEMME. — Eléments pour une analyse du théâtre en Belgique depuis 1945	mai	1976
L'information à la R.T.B. : Un monde en miettes. Ebauche de radioscopie du Journal Télévisé	mai	1976
Marc BAUS. — L'université. — La recherche scientifique	oct.	1976
Etienne DEDYE. — L'université au purgatoire	oct.	1976
Michel GODARD. — L'expansion universitaire	oct.	1976
Pierre GILLIS. — L'université — Du projet Humblet-De Croo au vote de la loi-programme	oct.	1976
Jean PUISSANT. — L'université de papa	oct.	1976
Rosine LEWIN. — Université — Enseignement et société	oct.	1976

QUESTIONS POLITIQUES GENERALES

	N°	Année
Jacques ARON. — Le socialisme à la Manholt	16	1973
Jean BLUME. — Les alliances démocratiques et la question du pouvoir en Belgique	16	1973
René LONNOY. — Une tentative de perversion idéologique	16	1973
Pierre JOYE. — Le dollar contre l'Europe	17	1973
Augustin DUCHATEAU. — L'U.D.P. dans la stratégie globale des alliances	18	1973
Claude RENARD. — Remarques sur la social-démocratie	19	1973
Rosine LEWIN. — Féminisme, féminitude et le reste		janv. 1974
Jean-Claude BODSON. — La justice et les travailleurs		févr. 1974
Pierre JOYE. — Pétrole et mode de vie		févr. 1974
Jacques ARON. — Frédéric Engels, le logement social et les luttes urbaines		mars 1974
Pierre JOYE. — Récession passagère ou crise structurelle ?		avril 1974
Jacques NAGELS. — L'inégalité devant la mort		mars 1974
Pierre JOYE. — Gramsci aujourd'hui		sept. 1974
Jacques MOINS. — Quel socialisme ?		nov. 1974
Pierre JOYE. — Inflation, récession et crise du système		déc. 1974
Pierre JOYE. — Des pays sans inflation		févr. 1975
Rosine LEWIN. — Information radiotélévisée et mouvement ouvrier		févr. 1975
Robert DUSSART. — Le droit au travail		mars 1975
Giancarlo DE CARLO. — Le désordre aliénant de nos villes		mars 1975
Michel GODARD. — Urbanisme et politique		avril 1975
La décolonisation du pétrole, un dossier du Groupe d'économistes marxistes		avril 1975
Introduction — 30 ans d'essor du pétrole — Or noir et classes sociales — Conséquences pour les pays en voie de développement — Le droit à la nationalisation — Vers un nouveau type de relations internationales.		
Marie GUISSSE. — Une auberge espagnole (L'année de la femme)		mai 1975
Marthe VAN DE MEULEBROECKE. — L'année internationale de la femme		mai 1975
Un dossier du G.E.M. L'énergie en Belgique. Quelle place pour le pétrole ? Et le nucléaire ?		mai 1975
Rosine LEWIN. — Marxisme et christianisme. Rencontre avec Giulio GIRARDI		juin 1975
Pierre JOYE. — Le point sur la crise économique		sept. 1975
Pierre JOYE. — Rosa Luxemburg, une étude de G. Badia		nov. 1975
Benoît VERHAEGEN. — Réflexions dialectiques sur le féminisme contemporain		janv. 1976
Jacques NAGELS. — Réflexions sur la nature de la crise		févr. 1976
Géry COOMANS et Claudine CYPRES. — Y a-t-il un travail spécifiquement féminin ?		mars 1976
Louis VAN GEYT. — Dix ans déjà... Hommage à René Beelen		avril 1976
Pierre JOYE. — Lénine et l'autogestion		mai 1976
Paul GOOSSENS. — « Humanisation » du travail ?		sept. 1976
Pierre JOYE. — Points d'interrogation sur la crise et l'inflation		sept. 1976
Jean BLUME. — Mao Tsé Toung et le mouvement ouvrier		nov. 1976

POLITIQUE INTERIEURE ET PROBLEMES SOCIO-ECONOMIQUES

Pierre JOYE. — Avant le Congrès doctrinal du P.S.B. — Lutte de classe et conscience de classe	16	1973
Jacques MOINS. — La gauche et le problème communautaire en Belgique	16	1973

Jacques ARON. — Rente foncière et promotion immobilière	17	1973
Jean-Paul VANKEERBERGHEN. — Environnement e croissance économique. — A propos du Congrès doctrinal du P.S.B.	17	1973
André MARTIN. — La gauche éclatée : Avertissement par les dockers	18	1973
Jean TERFVE. — Problèmes communautaires et classe ouvrière	18	1973
Pierre JOYE. — Le Congrès doctrinal du P.S.B. : Une mesure pour rien ?	19	1973
Jacques MOINS. — Action urbaine	19	1973
Jef TURF. — La main dans la main, camarades. Réflexions sur la grève des dockers	19	1973
Philippe LAUWERS. — Nationaliser la sidérurgie	19	1973
Jacques ARON. — L'urbanisme bruxellois ou la confusion entretenue	janv.	1974
Robert DUSSART. — Faire échapper la santé aux lois du marché	janv.	1974
Pierre JOYE. — Nationaliser l'énergie	janv.	1974
Jef TURF. — Ce qui change en Flandre	janv.	1974
Rosine LEWIN. — L'option du 10 mars	févr.	1974
Jacques MOINS. — La régionalisation dans le brouillard	févr.	1974
Rosine LEWIN. — Election, réformes de structure et front des forces anticapitalistes	mars	1974
Pierre JOYE. — Mérites et limites des initiatives industrielles publiques	mars	1974
Rosine LEWIN. — L'après-élections	avril	1974
Jacques MOINS. — Pour un statut des étrangers	avril	1974
Rosine LEWIN. — Quelle opposition pour la gauche ?	mai	1974
Jacques MOINS. — Les droits politiques des étrangers	mai	1974
Jan DEBROUWERE. — Le nationalisme flamand, des « puretés » originelles à Steenokkerzeel	juin	1974
Jean TERFVE. — Les évolutions du Rassemblement wallon	juin	1974
Rosine LEWIN. — La R.T.B. et la tutelle gouvernementale	sept.	1974
Jacques MOINS. — Les recettes de M. Tindemans	sept.	1974
Pierre JOYE. — Le Congrès doctrinal du P.S.B.	oct.	1974
Jacques MOINS. — Socialisme et régions	oct.	1974
Jean TERFVE. — Le P.S.B. et la politique étrangère	oct.	1974
Rosine LEWIN. — Après le Congrès doctrinal du P.S.B.	déc.	1974
Marc BAUS, Pierre GILLIS et Alkis GRECOS. — Pourquoi et comment l'OTAN finance-t-elle la recherche universitaire	déc.	1974
Rosine LEWIN et Jacques LEMAITRE. — L'ordre des médecins	févr.	1975
Jean-Paul VANKEERBERGHEN. — L'affaire des 30 milliards	févr.	1975
Pierre JOYE. — Le dossier de Val-Saint-Lambert	mars	1975
Marc RAYET. — Nucléaire : Trop d'incertitudes	mai	1975
Claude RENARD. — Le parti communiste et la crise	juin	1975
Jacques LEMAITRE. — Les tares de l'Assurance Maladie Invalidité	sept.	1975
Micheline WILHELM. — La fonction de la publicité. Un document de « Test-Achats »	oct.	1975
René DEROUX. — L'AMI et les médicaments	oct.	1975
Rosine LEWIN. — Combattre la crise	nov.	1975
Jean-Claude BODSON. — Quelle liberté pour le travailleur ?	nov.	1975
Pierre JOYE. — Le dossier Glaverbel : Regards sur l'industrie du verre	déc.	1975
Rosine LEWIN. — Le dossier Glaverbel : Un an de luttes pour l'emploi	déc.	1975
Joe Gom-LEPLOC. — Civiliser l'armée	janv.	1976
Roger PIERRE. — R.T.B. : Un statut pour un temps de crise	févr.	1976
Pierre JOYE. — Menaces sur la sidérurgie	mars	1976
Claude RENARD. — Luttes antimonopolistes, démocratie, régions	avril	1976

	N°	Année
Marc RAYET. — Université et lutte de classes	oct.	1976
— Faire de l'enseignement supérieur et de la recherche un axe de lutte contre le pouvoir des monopoles	oct.	1976
Jacques ARON. — Architecture et société	nov.	1976
Le Théâtre National répond à J.M. Piemme et M. Jaumain	déc.	1976

QUESTIONS D'HISTOIRE

J.D. HEIRWEGH. — Henri de Man intellectuel socialiste (2 ^e partie)	16	1973
(3 ^e partie)	17	1973
Giovanni CARPINELLI. — Les interprétations du rexisme	18	1973
Quand Emile Vanderveelde parlait du sionisme	janv.	1974
Bernard DANDOIS. — L'influence de la Commune de Paris sur le mouvement ouvrier belge	mars	1974
Maxime STEINBERG. — Joseph Jacquemotte, un certain combat (1 ^{re} partie)	avril	1974
(2 ^e partie)	mai	1974
(3 ^e partie)	juin	1974
In Memoriam Isabelle Blume — Cinq textes	mai	1975
Maxime STEINBERG — Julien Lahaut	sept.	1975

DOSSIERS, DEBATS, RENCONTRES

Dossier Chili	17	1973
Un débat sur l'éducation sexuelle	mars	1974
Un débat sur « l'affaire Soljenitsyne »	mai	1974
Information radio-télévisée et mouvement ouvrier (synthèse d'un débat)	nov.	1974
Dossier Portugal	janv.	1975
Table ronde : Lutttes urbaines et lutte politique	mars	1975
Un dossier du G.E.M. : la décolonisation du pétrole	avril	1975
Table ronde : La nouvelle chanson populaire	juin	1975
Dossier Glaverbel	déc.	1975
Table ronde : « Némésis médicale » d'Ivan Illich	avril	1976
Dossier pour un débat sur le plan de secteur de Bruxelles	juin	1976
Dossier Université (numéro spécial)	oct.	1976
Dossier ACEC	déc.	1976

Les chroniques « Livres », « Revues » et « En diagonale » n'ont pas été répertoriées

A propos d'une affiche

« Fédéralisme : oui. Séparatisme : non. Vive la solidarité des travailleurs ! ». En général, les slogans électoraux ne sont guère à leur place dans un article de revue. Voilà pourtant une exception. Ce slogan électoral du parti communiste, qui figure sur une affiche rédigée dans les deux langues et collée dans les trois régions, concilie pour une fois des formes d'expression aussi différentes que possible.

Il se trouve que depuis la scission communautaire de l'ancien PSB, le parti communiste est aujourd'hui en Belgique le seul parti ayant conservé une dimension nationale. Ce n'est pas un hasard. Cette dimension nationale lui est assurée, malgré les difficultés actuelles, par ses attaches profondes avec le mouvement ouvrier et, en même temps, par des idées politiques qui sont le fruit d'une longue expérience de la lutte des classes et de l'apport théorique du marxisme. Pour les communistes wallons et bruxellois, la lutte des travailleurs de la RBP, notamment, a autant d'importance que pour les communistes flamands. Pour tous les communistes, le fédéralisme est d'abord un progrès de la démocratie, dont la réalisation implique un contact plus direct et plus vivant entre les pouvoirs de décision et les masses. Il est par excellence le moyen institutionnel qui doit permettre à nos communautés culturelles de s'associer enfin sur un pied d'égalité et dans le libre épanouissement de leurs différences.

Les ruptures successives qui se sont produites au sein des partis opposés au fédéralisme démocratique confirment bien que cette position des communistes, seul rempart contre la dislocation du pays, s'explique avant tout par la fermeté de leur politique de classe. Ils disent « oui » au fédéralisme et « non » au séparatisme parce que

leur politique traduit fidèlement l'exigence de la solidarité des travailleurs face au grand capital, à ses partis, à sa désastreuse emprise sur l'Etat.

Si le parti socialiste a été la dernière formation gouvernementale belge qui ait pu résister jusqu'à une période récente à la désagrégation « linguistique », c'est justement parce qu'il possède, en Wallonie surtout, une base ouvrière extrêmement large qui, d'ailleurs, a accueilli cette scission avec tristesse et perplexité. Mais cela ne pouvait suffire. Il y a des moments dans l'histoire des partis ouvriers où l'existence ou l'absence d'une idéologie scientifique a ainsi des conséquences décisives.

En tout cas, la scission communautaire du socialisme belge et ses suites immédiates, comme l'adhésion du PS au front des francophones, marquent incontestablement une nouvelle extension du champ de l'opportunisme dans un des courants majoritaires de notre mouvement ouvrier. C'est grave. Et, comme toujours, la manifestation publique de ce phénomène ne révèle rien d'autre qu'une longue accumulation d'échecs dans les tentatives de le surmonter ou, plus exactement, de le masquer. Diverses personnalités socialistes ont fait à ce propos des déclarations significatives.

Lors du premier congrès des socialistes francophones, le 28 octobre, Guy Mathot déclara que le « minimum d'homogénéité » nécessaire « n'existait plus dans les anciennes structures du PSB » (« Le Peuple », 30 octobre 1978). Etait-ce un mal apparu depuis peu ? Nullement ! Dans une interview accordée le même jour au « Nord Eclair », André Léonard, secrétaire national du parti, se montra sur ce point d'une parfaite clarté :

— La scission, dit-il, « est tombée comme cela sur le dos des gens, mais nous, au Bureau du parti, dans les instances dirigeantes des fédérations, nous savions que depuis 1967, il y avait un long processus de séparation ».

Soit dit entre parenthèses, cet aveu tardif conduit à la conclusion suivante : les leaders du PSB ont trompé les travailleurs et les militants socialistes du rang lorsque, pas plus tard que l'année dernière, ils ont organisé un grand battage électoral autour de la prétendue union des socialistes wallons et flamands sur un programme commun de régionalisation cautionné par la FGTB.

Ne simplifions pourtant pas trop les choses. Ce n'est pas fatalement que le processus dont parle André Léonard a abouti à une cassure brusque aussitôt suivie d'affrontements ouverts sur le terrain préélectoral. Il ne faut d'ailleurs pas confondre séparation et différenciation. La Belgique unitaire agonise, les communautés et les régions prennent de plus en plus de place dans les débats politiques. Aussi est-il normal qu'un parti ouvrier adapte ses structures à la fédéralisation du pays pour que celle-ci se déroule au mieux des intérêts fondamentaux des travailleurs, qui sont des intérêts communs régis par une position de classe commune. C'est ce que fait le parti communiste.

Ce qui a rendu inévitable la scission communautaire de l'ancien PSB, ce qui a transformé en séparation brutale des différenciations internes absolument normales, c'est bel et bien l'alignement de ce parti sur les orientations de la grande bourgeoisie au lendemain des

élections d'avril 1977. Jusque-là, son opposition au gouvernement Tindemans I, dont il avait masqué la faiblesse sous des phrases de gauche, lui avait imposé de se présenter aux travailleurs comme un parti réellement socialiste, en tenant compte du sens communément donné à ce mot, c'est-à-dire comme un parti qui avait la volonté de combattre le chômage, les injustices, la pauvreté, et, en même temps, d'en finir une fois pour toutes avec les inepties de Schaerbeek et les calembredaines d'Overijse.

Tout au contraire, une fois au gouvernement, le PSB s'est mis à gérer la crise. Cela nous a valu la loi dinosaure, des restrictions budgétaires inadmissibles, le plan Claes-Davignon qui organise le démantèlement de la sidérurgie wallonne selon les vœux des financiers, un alourdissement des impôts, l'augmentation du minerval dans l'enseignement supérieur, des dépenses militaires sans frein, etc. Avec, en prime, un pacte d'Egmont-Stuyvenberg que M. Tindemans a torpillé d'autant plus aisément que les travailleurs n'y avaient rien compris. Tout cela en 18 mois !

Il est évident qu'une telle politique ne laisse que fort peu d'espace au principe fondamental qui doit guider l'action du mouvement ouvrier : la solidarité des travailleurs. Dès lors, dans les conditions d'une crise institutionnelle plus profonde que jamais, le PSB s'est largement ouvert aux éléments de décomposition politique que véhicule l'idéologie dominante et la scission communautaire de ce parti est devenue inévitable. C.Q.F.D.

Il s'ensuit que nous entrons avec les élections du 17 décembre dans une période politique au cours de laquelle des problèmes essentiels qui se posent depuis longtemps ne pourront plus rester sans solution, à peine de dégénérer irrémédiablement. A l'alternative « fédéralisme ou unitarisme », présente depuis près de 20 ans, se substitue maintenant l'alternative « fédéralisme ou désarticulation du pays ». Et ceci n'est qu'un exemple.

C'est d'ailleurs pourquoi le slogan évoqué au début de cet article peut avoir aujourd'hui, en termes de propagande, une résonance qu'il eût été impensable de lui attribuer il y a quelques mois, voire quelques semaines.

En fait, cela signifie sans doute que la situation du pays et de ses régions commence à signaler plus fortement le besoin d'un développement du parti communiste, en tant que moyen d'affermir l'indépendance politique du mouvement ouvrier, d'assurer des bases plus solides au principe de la solidarité des travailleurs et, par là même, de créer les conditions d'une véritable pacification communautaire en Belgique.

Naturellement, ce besoin ne sera pas nécessairement perçu dans toute son ampleur et jusqu'au dernier village du royaume à la date du 17 décembre. Mais il est capital pour l'avenir qu'il le soit déjà par le plus grand nombre possible d'électeurs et que cela se traduise nettement dans les votes.

Un champignon nommé C.E.P.I.C.

Comme champignons par temps de pluie, il est en périodes de crise des groupements socio-politiques qu'on voit surgir sous une poussée irrésistible, nourris d'intérêts menacés, de structures traditionnelles mises en cause, de valeurs contestées. Parmi les vénéneux nous classerons le CEPIC. Si l'image vous semble osée, une récente étude (1) du Centre de recherche et d'information socio-politique (CRISP), consacrée à ce courant à l'intérieur du Parti social-chrétien, vous fournira ample matière à réflexion.

Le Centre politique des indépendants et cadres chrétiens a été mis sur pied au début de l'année 1972. Mais les antécédents du phénomène CEPIC nous ramènent beaucoup plus loin, à travers un humus politique épais où les personnalités qui se retrouvent aujourd'hui à la tête de ce courant, poursuivent assidument leur cheminement d'hommes de droite. Car tel apparaît bien le CEPIC, dès ses origines et tout au long de l'analyse qu'en fait le CRISP : une organisation fortement marquée à droite.

Deux objectifs majeurs en constituent les raisons d'être et en modèlent les contours : contrebalancer l'aide gauche du PSC et enrayer l'influence syndicale; attirer ou maintenir dans le giron de ce parti — notamment à des fins électorales — différentes couches sociales se reconnaissant dans les « classes moyennes », divers courants d'opinion conservateurs. Le tout dans les limites du possible et de l'utile.

(1) Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 787, 10 février 1978, par Jacques Moden et Jean Sloover.

UN HUMUS POLITIQUE EPAIS

L'introduction historique nous conduit tout naturellement sur les traces de Vanden Boeynants, alias VdB, actuel président du CEPIC et exerçant pour l'heure, sur fond de crise et de chômage et dans le brouillard artificiel d'Egmont-Stuyvenberg qui n'est pas fait pour hâter des horizons socio-économiques meilleurs, les fonctions de premier ministre. VdB, un homme aux opinions atlantiques bien ancrées qui continue d'occuper le poste de ministre de la Défense nationale, titre auquel il s'est plusieurs fois signalé très à droite; et les civilités électorales ne lui font certainement pas oublier ses prochaines commandes de matériel militaire.

C'est une constante chez VdB de s'appuyer sur les milieux d' « indépendants » pour contrebalancer l'influence des organisations sociales de masse. Il s'était engagé dans cette voie dès 1949 en fondant, avec Jo Gérard, un Mouvement pour le Redressement du PSC. Comme le rappellent Pierre Joye et Rosine Lewin dans « L'Eglise et le mouvement ouvrier », (2) si ce Mouvement fut éphémère, du moins eut-il pour VdB le résultat de le faire élire député sur les listes du PSC. Il ne s'est lié à ce dernier, jugé « trop soumis aux syndicats », que dans la mesure où ce parti évoluait à droite. On ne s'étonnera donc pas qu'il y ait été pour quelque chose avec des hommes comme Maurice Brasseur, le baron Van Ackere, le chevalier Lamalle, le baron Pierre Nothomb, lorsqu'en 1955 fut porté sur les fonts baptismaux le Mouvement des indépendants et cadres chrétiens (MIC), appelé à faire contrepoids au Mouvement Ouvrier Chrétien. L'ancêtre du CEPIC, en somme. Il y aura même un « Front commun MIC-CNIC (Centre national des indépendants et cadre, lié au PLP), en réaction au Front commun syndical FGTB-CSC.

Fin des années '60 (le MIC entretemps s'était mis en veilleuse), la Démocratie chrétienne se constitue comme structure d'accueil dans le PSC pour réagir à l'attraction exercée sur les militants de ce dernier par les partis communautaires ou les Unions démocratiques et progressistes. C'est alors qu'est réclamé, en contrepartie, le droit d'organisation, au sein du parti, de ceux qui se réclament des classes moyennes, des professions libérales et des cadres.

Encouragé par le succès de son Congrès d'arrondissement bruxellois (il faut en effet noter qu'il s'agit au départ d'un phénomène bruxellois), le CEPIC tient à Liège à la fin '75 son premier Congrès national où sera mis au point son manifeste « Solidarités nouvelles » (un beau titre ma foi, malheureusement à droite), élaboré sous la direction de Paul Vankerhoven. Un programme en personne ce Paul Vankerhoven, nous y reviendrons. « Solidarités nouvelles » sera l'organe mensuel du CEPIC.

Au deuxième Congrès du CEPIC en mars 1977, VdB parlera du PSC comme d'un « rempart contre la bipolarisation de la vie politique, qui risquerait d'amener une majorité de gauche à la tête de l'Etat et en Wallonie ». Elu président du CEPIC en juin de la même année, le ministre des remparts aura des mots énergiques sur « la démagogie (sic), la sclérose conservatrice (sic) et le nihilisme collectiviste ».

(2) Pierre Joye et Rosine Lewin, « L'Eglise et le Mouvement ouvrier », Société populaire d'édition, Bruxelles, 1967. Sur VdB, consulter aussi Noël Hiron, « Paul Vanden Boeynants, sa carrière », Ed. Capitales, Bruxelles, 1969.

Au lendemain des législatives d'avril '77, le poids politique du CEPIC, au niveau gouvernemental notamment, s'est renforcé. Et ceci après la flambée sociale des « grèves du vendredi », où les travailleurs chrétiens étaient pourtant nombreux dans la bataille...

Au chapitre de la morphologie, la radioscopie du CEPIC laisse apparaître des structures remarquablement élaborées pour un simple « club politique » à l'intérieur du PSC. En fait, ces structures sont analogues à celles du parti lui-même. A rapprocher sans doute d'une tendance à l'inconstance vis-à-vis de ce dernier, dans le chef d'un certain nombre de cadres du CEPIC tels qu'Angèle Verdin et d'André Saint-Remy. VdB lui-même aurait en 1968 pris avec Omer Vanauthenthove, président du PLP de l'époque, des contacts en vue de créer un « Parti national démocratique » qui aurait englobé la droite du PSC.

Outre ses instances dirigeantes, le CEPIC a son Centre d'études, regroupant une vingtaine de commissions. De plus, il contrôle les Jeunes CEPIC et les Femmes CEPIC, respectivement intégrés aux Jeunes sociaux-chrétiens et aux Femmes PSC.

Quant au personnel politique du CEPIC, l'analyse de ses composantes met en évidence une caractéristique importante du mouvement : la liaison organique de ses milieux dirigeants avec les professions libérales, le grand commerce et la moyenne entreprise. C'est ainsi qu'entre autres sont cités les noms de MM. Edouard Nioul (copropriétaire d'une chaîne de pâtisseries bruxelloise), Albert Niels (Niels-Vins, les restaurants « Marie-Joseph », « Vieux Saint-Martin » et « Duc d'Arenberg »), François Michiels (notamment président de la Fédération des associations de commerçants et artisans de l'agglomération bruxelloise, la FACAAB), Jacques Pirmolin... Assez peu de liens apparents, et cela pourrait surprendre, avec les grands groupes industriels et financiers. Un rôle important n'en est pas moins joué au sein du CEPIC par un Yves du Monceau de Bergendael, administrateur de la S.A. GB-Inno-BM et de maintes sociétés immobilières, ou un Donald Fallon, président de la Philips dont VdB fut administrateur il y a peu.

ECHANTILLONS HAUTEMENT TOXIQUES

Mais il est dans l'écurie du CEPIC des chevaux à la singulière livrée politique. Et ceci quoique le CEPIC se défende lui-même de toute visée extrême-droitière; mais jugeons-en.

Benoît de Bonvoisin, pour vous servir, préside la commission de politique européenne du Centre d'études du CEPIC. Il serait selon certains (3), lié au milieu du « Nouvel Europe Magazine » et assurerait par ses relations le financement du CEPIC.

Un bien étrange docteur, *Paul Teichmann*, est chef du Mouvement d'action civique (MAC). On l'a dit être investi en Belgique de la « Mission France III » pour l'action et le financement de l'OAS (4). Ancien leader de « Jeune Europe », le Dr Teichmann était en tête de liste PSC d'Ixelles aux communales d'octobre 1976.

(3) Hebdomadaire SPECIAL, 5 mai 1976, p. 28, cité par le CRISP.

(4) C.H. du CRISP n° 140 du 16 février 1962, « Nouvelles formes et tendances d'extrême-droite en Belgique », p. 15. Cf. aussi sur ce thème : C.H. du CRISP du 26 avril 1974, « L'extrême-droite en Belgique ».

Nicolas de Kerkhove d'Ousselghem est administrateur du Centre européen de documentation et d'information (CEDI belge) et membre du conseil du CEDI international, qui tint au Cercle des Nations, en 1973 à Bruxelles (au lieu de Madrid comme c'était de coutume), un congrès où il fut question d' « étatisme envahissant » et toute cette sorte de choses. Président de la commission de la Défense nationale du Centre d'Etudes du CEPIC, le susnommé est aussi le conseiller du ministre Vanden Boeynants (ce dernier figure d'ailleurs au comité d'honneur du Cercle des nations en compagnie de Jo Gérard, Luc Beyer de Rijke et Charles de Pauw).

Ancien président des « Jeunesses belges - Belgische Jeugd » (JBJ), *Jean Breydel* est actuellement secrétaire-général du CEPIC (5). Autre ancien des JBJ, le vicomte *Yves de Jonghe d'Ardoye* s'est présenté sur la liste conduite par le Dr Teichmann (voir supra), cependant que *Joseph Frans*, animateur du « Front de la jeunesse » (lequel tiendrait des conférences au 39 de la rue Belliard où se trouvent les locaux du CEPIC) (6), se présentait à Liège sur la liste PSC conduite par le député Grafé, tendance CEPIC.

Egalement mentionné dans l'étude, *Paul Vankerkhoven*, membre du Bureau national du CEPIC, vient par ailleurs de diffuser une invitation à soutenir sa candidature aux prochaines élections européennes. Il énumère à cette occasion ses fonctions et qualités : pas moins de 25, dont 17 sont de direction. Entre autres : président-fondateur du Cercle des nations en 1969, il en est l'actuel vice-président; membre du Comité directeur du CEDI international et président du CEDI belge; officier de réserve de cavalerie blindée et administrateur du Cercle des officiers de réserve de Bruxelles (CORB)... Mais à cumuler tant de fonctions on en oublie, et la circulaire ne dit mot de sa qualité de président du chapitre belge de la World Anticommunist League, liée au Antiboldshevik Block of Nations.

Une fameuse brochette d'inquiétants profils, comme on voit. Il est difficilement contestable, en conclut le CRISP, que certains milieux d'extrême-droite, notamment depuis la mutation du PLP, se sont repliés sur le CEPIC.

Un regroupement aussi fortement constitué que le CEPIC ne peut manquer d'avoir des relations occasionnellement tendues avec le Comité directeur du PSC, avec le Comité des Sages. Les tensions ont même pu atteindre un point, où il a fallu amorcer un « plan de déescalade » à l'intérieur du PSC, mis au point l'an dernier par le député José Desmarest, et non sans rapports avec l'élection de VdB à la présidence du CEPIC : « real politiker » chevronné, VdB est investi d'une mission modératrice dans les querelles de familles du parti.

Quant aux rapports du CEPIC avec la Démocratie chrétienne, ils sont liés, on l'a vu, aux raisons d'être du CEPIC lui-même, dont les initiateurs estiment que le PSC, « parti de bien commun », ne connaît plus « l'authentique dialogue » d'antan... Ne nous y trompons pourtant pas : « Le CEPIC n'est pas là pour faire la guerre à la Démocratie chrétienne », a déclaré VdB. Simplement, il s'agit d'empêcher celle-ci de se mêler de lutte des classes... Ceci au nom de cette notion de « bien commun » léguée par la doctrine sociale de l'Eglise catholique, notion à laquelle VdB s'est toujours affirmé farouchement attaché. A la clôture du 18^{ème} congrès du PSC, en dé-

(5) C.H. du CRISP n° 675-676 du 7 mai 1975, « L'extrême-droite en Belgique (II) ».

(6) Mico Benjamin et Jean-Michel Dethy, « L'ordre noir, les néo-nazis et l'extrême-droite en Belgique », Ed. Pierre de Meyère, Bruxelles, 1977, cité par le CRISP.

cembre 1962, il déclarait dans une grande envolée : « Nous n'avons jamais eu tant raison qu'aujourd'hui d'être de bien commun, parce que chaque entreprise humaine nous devient de plus en plus commune à tous. Employeurs et employés salariés et travailleurs indépendants, nous sommes sociétaires d'une même entreprise : nous y connaissons la prospérité ou la médiocrité, mais dans chaque cas, notre sort sera commun. » (2).

LA « MARXISATION EN MARCHÉ »

Moins élaborée que ses structures, la doctrine du CEPIC — lequel compte peu d'idéologues et est frappé du sceau du pragmatisme — n'en est pas moins basée sur des postulats idéologiques profondément enracinés dans les couches sociales dont ce mouvement prétend défendre les intérêts.

Les thèmes en sont archi-connus : solidarité des classes, prépondérance « naturelle » de l'initiative privée et légitimité du profit, nécessité de « rendre confiance », de « restaurer » les institutions, de ramener « l'Etat envahissant » à sa « mission véritable », et bien entendu rejet horrifié de la lutte des classes, au nom de cette « majorité silencieuse » qui devrait cesser de l'être (silencieuse)... Le CEPIC s'oppose « au socialisme réformiste ou révolutionnaire », tout en précisant que le plus grand péril « procède, à n'en pas douter, de la pensée marxiste ». Comme références idéologiques du CEPIC, on retrouve en vrac Giscard d'Estaing, Servan-Schreider, Chirac, Jean Fourastier, Michel de Saint-Pierre, Bernard-Henry Lévy (ce « nouveau philosophe » dont l'anticommunisme d'une assez basse philosophie n'a rien inventé).

Quant au programme politique du mouvement, il concerne surtout les PME dont le CEPIC revendique certes d'alléger les charges fiscales... mais aussi sociales. Le Conseil d'entreprise n'est évidemment pas pour le CEPIC « le lieu idéal du dialogue » entre les cadres et la direction. Défendant des options cogestionnaires (l'auto-gestion, c'est le diable marxiste), il prétend séparer la gestion du contrôle en scindant le Conseil d'administration, mais qui plus est, les représentants des ouvriers, employés, et des cadres eux-mêmes, au « Conseil de surveillance » qu'il propose, devraient être minoritaires face aux délégués des « apporteurs de capitaux ». Ben voyons !

Un chapitre est consacré aux « préoccupations particulières » du CEPIC. Parmi celles-ci, la « subversion intérieure » (et revoici « l'ennemi intérieur » face auquel VdB, rappelons-le, avait brandi son plan de « Défense globale du territoire » et d'armée de métier). Exemple de « subversion » : « l'affaire » du Collège Cardinal Mercier à Braine-l'Alleud. Des élèves y avaient organisé une campagne d'information sur le Chili, exprimé leur opposition à l'achat d'avions de combat, tenu des séances d'informations sur les luttes ouvrières dans le Brabant wallon. « Est-ce le grand complot d'une gauche militante qui, après s'être imposée à la RTB, s'attaque à l'enseignement ? » s'interroge « Solidarités nouvelles ». Quant à la RTBF, là c'est évident, le CEPIC y voit un « dispositif de conditionnement des esprits » aux mains rampantes du marxisme, un « véritable quadrillage du pays ». On lira avec fruit, dans le genre, (mais pas si vite avec le sourire), l'ouvrage de Désiré Lamalle et Edmond Nerinckx,

tous deux dirigeants du CEPIC, « Les libertés interdites (la marxisation en marche) » (7), où notamment, les Jeunes sociaux-chrétiens, « aile active du marxisme », en prennent pour leur grade.

Pour le rédacteur en chef de « Solidarités nouvelles », le syndicalisme actuel est « enclin aux affrontements de rue et aux revendications extrêmes ». Un document du CEPIC va plus loin encore : « Il n'est pas excessif de dire que certaines pratiques syndicales (séquestration de cadres, occupation d'usines, ventes sauvages, etc.) s'apparentent au terrorisme ». Après cet amalgame il n'y a plus qu'à qualifier de terroristes les ouvrières de Salik, et justifier l'envoi de la brigade spéciale « Diane » de la gendarmerie contre les travailleurs de la RBP.

Je passerai sur la politique familiale, sauf pour relever dans « Solidarités nouvelles » que « refuser d'avoir plus d'un ou deux (enfants) (...), revient à choisir délibérément la voie de la décadence, de la déchéance et de l'extinction de la civilisation ». Tout ça sur la conscience en plus des poursuites judiciaires ! En politique internationale, c'est avec l'argument de « ne pas être dupes » des Soviétiques, afin que soient « effectives » les mesures de détente et de désarmement, ... qu'on refuse, si on suit le CEPIC (et VdB), de prendre concrètement les mesures effectives qui s'imposent sur ce terrain. Quant à la bombe à neutrons... construisons-la d'abord, on parlera après de mesures effectives.

A L'OMBRE DU GRAND CAPITAL

Les conflits de tendances au sein du PSC, souligne de CRISP en concluant son étude, ne peuvent masquer l'unité fondamentale de ce parti :

« Dans cette optique, la Démocratie chrétienne entend assumer le monopole du prolongement politique des organisations sociales et éducatives affiliées au Mouvement ouvrier chrétien (M.O.C.) et prendre un maximum de pouvoir au sein du P.S.C., chose qui n'est possible que si elle évite toute forme de radicalisation.

La D.C. a donc intérêt à entrer dans un gouvernement de droite, puisqu'elle y accroît son influence grâce à son rôle de caution de « gauche ». Son adversaire principal est dès lors le P.S.B. puisque, quand les socialistes sont au pouvoir, elle exerce des responsabilités moindres, n'ayant plus ce rôle de caution à jouer (voir le gouvernement Tindemans-Hurez-Vanden Boeynants). »

C'est là précisément ferons-nous remarquer, tout le jeu de la droite en Belgique pour tenir en laisse les forces progressistes socialistes et chrétiennes...

Analysant les causes sociologiques de l'essor du CEPIC, les auteurs mettent au premier plan la réaction de très nombreux petits et moyens entrepreneurs menacés par la crise. Celle-ci et la concentration monopoliste font en effet parmi eux, chaque année, des milliers de victimes : on trouvera des indications précises à ce sujet dans un article de Pierre Joye paru dans les « Cahiers marxistes » (8). Nos lecteurs remarqueront que P. Joye ne reprend pas

(7) Ed. Dejaye, Namur, 1976.

(8) Pierre Joye, « Les classes sociales en Belgique », C.M. n° 31, janvier 1977, et « Complément sur les classes sociales », C.M. n° 34, avril 1977.

comme le CRISP, la grille, à notre avis fautive, de Nicos Poulantzas qui range dans la « petite bourgeoisie » les travailleurs du secteur tertiaire.

Sur la doctrine socio-économique du CEPIC, nous serons bien d'accord pour ne pas y voir « un manque de discernement ou un défaut de rigueur », quand par exemple le CEPIC parle de disparition du cloisonnement des classes sociales, mais la « pratique de l'amalgame » et même une volonté de « camouflage ». Et l'on cite Maurice Duverger (9) pour qui « la plus grosse réussite des partis « bourgeois » dans ce domaine, c'est le développement actuel du mythe des classes moyennes (...) (qui) permet d'atteindre simultanément une foule d'objectifs importants (...) » et surtout, de faire adopter par l'ensemble des salariés et des capitalistes à visage familial, la défense des intérêts des seconds. Mais, est-ce bien par la politique du CEPIC que les intérêts légitimes des petites entreprises seront réellement défendus à long terme ? C'est plus que douteux, car il faut remarquer que cette politique laisse intacts les intérêts du capital monopoliste. Tel est le vrai camouflage. Relisons P. Joye :

Conditionnés par l'idéologie dominante, la plupart des indépendants et petits patrons ne comprennent pas encore que c'est en joignant leurs efforts à ceux des autres travailleurs qu'ils se défendent contre un système qui les broie et leur impose des prestations de plus en plus lourdes quand il ne les accule pas à la faillite.

Une des tâches du mouvement ouvrier est de leur faire comprendre. Et de leur faire comprendre aussi qu'il ne s'agit pas là d'une tactique passagère, mais des perspectives que le socialisme propose à tous les travailleurs — aussi bien aux salariés qu'à ceux que l'on qualifie « indépendants ».

Si le socialisme implique la suppression de la propriété privée des grands moyens de production, il ne se fixe nullement pour but de « collectiviser » les centaines de milliers d'entreprises minuscules exploitées par des « indépendants », par des artisans ou des détaillants, ni même les entreprises occupant seulement quelques salariés (8).

C'est en ce sens qu'on peut parler de « solidarités nouvelles »...

POUR EVITER L'EMPOISONNEMENT

Je conclurai qu'étant donné l'importance de ce qu'on appelle les classes moyennes dans notre pays, la masse des PME et des travailleurs qu'elles occupent et qui subissent la même influence idéologique attisée par la crise, ce serait un tort pour les progressistes de sous-estimer les dangers que condense un phénomène comme le CEPIC. Et ceci bien que, selon le CRISP, ce phénomène semble avoir atteint une phase de plafonnement.

S'il importe bien sûr au premier chef de promouvoir l'idée des réformes de structure antimonopolistes, seules susceptibles de contraindre cette crise dont sont victimes à des degrés divers l'ensemble des catégories sociales, PME et cadres compris, il y a lieu en même temps d'accorder toute leur importance aux aspects idéologiques et institutionnels de la lutte à mener pour unir les masses populaires contre le véritable ennemi de leurs intérêts immédiats et plus encore de leur avenir : le grand capital monopoliste. Tout ce qui permet de détourner l'attention de ce dernier, de ses privilèges, le sert,

(9) Maurice Duverger, « Sociologie politique, PUF, Thémis, Paris, 1968, cité par le CRISP.

et c'est en définitive là le rôle essentiel d'un CEPIC, au delà des secteurs qu'il prétend défendre. Mais ramener l'attention sur le grand capital ce n'est pas faire silence sur le reste : l'histoire de ce siècle apprend aux marxistes ce qu'il peut en coûter de sous-estimer les problèmes superstructurels (et parmi ceux-ci nous n'oublierons pas les aspects culturels et moraux, les aspects de « crise de civilisation » que revêt la crise actuelle du capitalisme, et que le CEPIC — à sa façon — prend en compte).

L'émergence récente de ce mouvement, la prégnance très réelle (prêtons l'oreille autour de nous) de l'idéologie dont il fait doctrine, sont donc une raison de plus pour ne pas négliger ou « secondariser » la lutte pour une solution définitive, comme le propose le PCB, du problème communautaire qui empoisonne depuis trop longtemps la vie politique belge; ce n'est pas sans à-propos mais assurément pas avec l'intention de résoudre ce problème, que le CEPIC dénonce dans le pacte d'Egmont-Stuyvenberg « un modèle de complications infinies ». Une raison de plus aussi pour exprimer clairement à l'attention des larges masses, le caractère fondamental des options démocratiques des communistes belges, la conception de la démocratie non pas seulement comme une « règle du jeu » que nous serions bien obligés de respecter dans notre pratique de la lutte des classes, mais comme enjeu et comme agent de la lutte des classes elle-même : rien n'enténébre plus les perspectives socialistes dans un pays comme le nôtre, que la facilité avec laquelle les sirènes de l'Atlantique à la Paul Vankerhoven peuvent opposer socialisme et libertés.

Enfin, le phénomène CEPIC et l'idéologie du « bien commun » si chère à VdB ne rendent évidemment que plus crucial le problème de l'identité politique des chrétiens progressistes, et au delà de ces derniers, celui de la barrière entre l'action sociale et l'action politique du mouvement ouvrier, véritable passage à niveau pour train de mesures antisociales dont le CEPIC peut fort bien être la locomotive et la Démocratie chrétienne, le PSB, le FDF, le RW, les wagons. Je renvoie ici à notre éditorial. Qu'il me soit permis de suggérer qu'un bon levier pour soulever cette barrière et permettre aux travailleurs d'arrêter ce train, serait un Parti communiste plus fort.

L'initiative industrielle publique en Luxembourg Dernière illusion ou dernier espoir ?

En 1978, le Luxembourg est toujours la neuvième province belge, et fait toujours partie de la région wallonne — bien que le bourgmestre d'Arlon ait dû se précipiter à Namur pour rappeler l'existence de ses administrés au quatuor de grands maires qui déjà partagent entre leurs villes le futur gâteau wallon (sans aucune consultation populaire). La « Marche pour l'emploi » de juillet 1977 avait un instant braqué les feux de la presse nationale sur les problèmes du Luxembourg; depuis la province est retournée à son silence, sa grisaille, sa désindustrialisation et son sous-emploi.

LE SUD-EST A L'HORIZON

La fermeture dramatique du siège d'Athus de la MMRA a privé le Luxembourg de sa dernière entreprise privée occupant plus de mille travailleurs. Aujourd'hui, la plus grosse « boîte » de la province est *La Cellulose des Ardennes*, avec à Harnoncourt un personnel de 580 unités (plus environ 600 autres occupées en amont et en aval); et trois fois en un an la nouvelle s'est propagée que le groupe canadien qui contrôle « La Cellulose » envisageait de fermer l'usine, de sorte que l'Etat belge a dû s'engager dans le sauvetage de l'entreprise, à travers la Société nationale d'investissements.

L'emploi croît lentement, au point de vue quantitatif. Il s'agit pour l'essentiel d'emplois féminins, qui se situent surtout dans le secteur tertiaire, si l'on excepte l'extension déjà compromise d'Apprendon de *Champion* à Aubange et l'implantation à Latour d'*Archambel*, autre filiale *Champion* dont nous reparlerons. A moins que la décision soit prise de convertir toute la province en zone de loisirs déguisée en campagne « rétro » (le fameux « Sud-Est » cher à C.F.

Nothomb), la saturation du tertiaire est proche. Le petit commerce poursuit sa lutte fratricide en même temps que sa guerre perdue contre les grandes surfaces. L'avenir de certains hypermarchés récemment ouverts est déjà menacé. Et à la fonction publique, on commence à comprimer le personnel — sauf au camp militaire de Marche qui se peuple de rapatriés d'Allemagne dont les épouses réclament des emplois, l'on dit que dans la ville les loyers grimpent à l'échelle.

Pendant ce temps la population active potentielle augmente, l'expansion démographique des années 50 produisant ses effets, de sorte qu'aux travailleurs victimes des faillites de PME s'ajoutent les jeunes sortis des écoles. Si le taux de chômage des femmes est inférieur à la moyenne nationale, c'est à cause de leur arrivée tardive sur le marché de l'emploi; quant au taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans, il atteint l'effrayant record national de 43 %. Et encore, les calculs des organismes de statistiques ne tiennent pas compte des quelque 17.000 Luxembourgeois qui continuent à naveter vers l'extérieur de la province. Or, pour le millier d'entre eux qui restent occupés dans la sidérurgie de Lorraine française, l'avenir immédiat est obscur, et pour les 6.000 frontaliers du Grand-Duché, les menaces plus lointaines commencent à se préciser. L'ARBED, enfant chéri de la Société Générale et privilégié du plan Claes, ne cache pas qu'il va « rationaliser » la sidérurgie grand-ducale, et que les Belges serviront de lest.

LA TRIPLE ENTENTE A LA BARRE

Après les élections d'avril 1977, le cartel PSB-RW (auquel le parti communiste avait apporté un appui qui fut décisif dans la conquête d'un siège de sénateur) a pu reconduire son alliance avec un PRLW renforcé des dépouilles du RW. Cette coalition dont l'anticléricisme est le seul ciment est parvenue de justesse à maintenir dans l'opposition au Conseil provincial le PSC qui avait pourtant repris son ascension vers la majorité absolue.

Principal partenaire de cette coalition (la même d'ailleurs qu'au conseil communal du chef-lieu de province), le PSB a donc eu, en théorie, l'occasion — l'avant-dernière sans doute — d'imprimer à la politique luxembourgeoise une orientation à gauche pour venir à bout des graves problèmes que nous venons d'évoquer. Le PSB n'avait-il pas mené campagne sur le thème « 5.000 emplois nouveaux en 5 ans » ?

Au bout d'un an et demi de gestion, le moment est venu de récapituler les efforts que la tripartite provinciale a déployés en matière sociale et économique dans trois directions : les services publics; l'aide à l'entreprise privée; et l'initiative industrielle publique, espoir des travailleurs du Luxembourg, mais aussi déjà serpent de mer de la gauche.

L'EMPLOI PUBLIC : UN FAUX ESPOIR

La tripartie a pris ou développé diverses initiatives en matière de services publics : association intercommunale de valorisation de l'eau, organismes d'aide technique à l'agriculture, contrôle provincial sur les associations intercommunales de soins de santé, « provincialisation » de la Maison de la culture démesurée, mise en chan-

tier sous le règne du PSC, que la ville d'Arlon ne peut achever seule...

Ce sont là des mesures positives et progressistes, mais la Députation permanente devait inévitablement se heurter dans son action à l'implantation de l'omniprésent PSC, très puissant dans la plupart des conseils d'administration, largement représenté dans toute la fonction publique provinciale. La Démocratie chrétienne ne s'étant toujours pas manifestée en Luxembourg et la CSC continuant à jouer les partenaires fidèles du PSC, on comprendra sans mal que la présence du PSB aux commandes de la province ne se soit pas traduite par une politique sociale résolue. En fait, on commence à flairer des accords secrets de partage d'influence entre PSC et PSB, dans les intercommunales de soins de santé par exemple.

Si l'on excepte quelques recrutements qui se comptent par unités dans les services provinciaux, il est un domaine où la tripartite aurait pu innover en installant des emplois publics, c'est celui de l'initiative industrielle. Or, comme on le verra plus loin, nos mandataires ont jusqu'ici préféré constituer des ASBL, mixtes si possible, qui n'augmentent pas le volume des salariés du secteur public.

AU SECOURS DE L'ENTREPRISE PRIVEE

Depuis vingt ans au moins, la tradition s'est instaurée que le gouverneur de la province de Luxembourg soit en fait un commis-voyageur en bicorne. L'actuel commissaire du gouvernement, M. Panchard, ne déroge pas à la coutume, portant jusqu'au Japon sa quête de l'industriel prêt à investir; mais comme il doit son poste à la proposition du PSC, on assiste aujourd'hui à une belle émulation entre lui et les députés permanents.

Il faut le reconnaître, les mandataires politiques se sont sentis pressés par le courant d'indignation ouvrière qui soufflait d'Athus où les travailleurs licenciés par la MMRA, provisoirement casés pour trois ans à la Cellule de l'emploi, se voyaient abandonnés sans possibilité de reclassement. Arguant donc de l'intérêt immédiat de ces travailleurs, on a vu la députation permanente engager la meilleure part des fonds provinciaux disponibles dans un subside à l'investissement destiné au groupe Champion, déjà implanté à Aubange et désireux d'ouvrir une usine d'assemblage d'essuie-glaces à Latour. Ainsi est né *Archambel*, qui promet d'assurer un demi-millier d'emplois, mais l'opération ressemble fort à ce qui se passe ailleurs en Belgique pour la sidérurgie, où la majorité des crédits mis à la disposition des grandes sociétés privées provient de fonds publics. L'avenir dira aussi si cet apport à l'entreprise privée représentera, en termes de gain social, un placement plus judicieux que bien d'autres subventions qui n'ont pu assurer l'emploi en Luxembourg.

Enfin, l'inquiétude des travailleurs d'Athus, canalisée d'une manière contestable par certaines centrales syndicales FGTB et CSC, a également poussé la Députation permanente à intervenir dans les négociations relatives à l'implantation d'une usine ASCO. On sait aujourd'hui qu'ASCO ne viendra pas en Luxembourg, mais son cas soulève un problème douloureux. ASCO produit des équipements militaires (chenilles de blindés) dont la Défense nationale est le principal client. Ainsi que l'a fait remarquer la FGTB, le Luxembourg est la seule province wallonne qui n'ait pas bénéficié des compen-

sations du « contrat du siècle » (YF-16). Est-ce pour autant une raison d'exiger qu'une province sous-industrialisée ait elle aussi son usine de ferblanterie militaire dont la production n'a d'autre utilité sociale que d'alourdir le budget de l'Etat ?

L'INITIATIVE INDUSTRIELLE PUBLIQUE (SELON LE PSB)

Le programme du PSB réserve une place importante à l'engagement des pouvoirs publics dans la production de biens industriels. On s'en est souvenu au PSB du Luxembourg et, avec la bénédiction du RW et, on peut le supposer, sous les yeux fermés du PRLW, les députés permanents socialistes ont pris quelques mesures dans ce sens.

Annoncée avec quelque fracas (d'autant que le ministre Michel, dieu tutélaire des Luxembourgeois, tenta maladroitement de lui mettre des bâtons dans les roues), l'ASBL *Valbois* fut constituée en 1977 avec pour mission toute action de valorisation du bois, richesse naturelle sous-exploitée dans notre province. Un an après, une autre ASBL, *Diebel*, était mise sur pied en vue de la relance des activités d'extraction. Ces deux organismes, alimentés par des fonds provinciaux, ont à leur tête des conseils d'administration comprenant des représentants du Conseil provincial (PSC compris).

Or, au bout d'un an d'activité, on découvre que, outre la création de quelques emplois administratifs, la politique de *Valbois* a consisté à aider des PME, en prenant des participations dans des sociétés privées ou en constituant avec des entrepreneurs privés des S.A. « mixtes ». Quant à *Diebel*, sa première initiative fut la fondation, de concert avec l'ancien exploitant, d'une S.A. *Prodiex* destinée à remettre une marbrerie en activité.

L'aide aux PME n'a, en soi, rien de critiquable; les communistes aussi s'en préoccupent. Toutefois, il faut se rendre compte que, vu la faiblesse des organisations syndicales, dans la plupart de ces entreprises chez nous, l'amélioration des conditions de travail et même la sécurité de l'emploi y restent aléatoires, quelques garanties que les pouvoirs publics aient cru se réserver. En outre, il devrait être évident que la création des vingt mille emplois nécessaires, ou même des cinq mille si l'on compte que les navetteurs pourront se contenter longtemps encore de leur sort, exige des initiatives plus vigoureuses et plus massives qu'un coup par coup semblable.

De sorte que lorsque « Notre province », périodique de la députation permanente, publie la photographie de nos mandataires inaugurant à Autelbas les installations de *Sarcobel* S.A., fabrique de sarcophages de luxe qui pourra occuper quinze personnes et produire dix « pièces » par jour, on ne peut s'empêcher de se demander si ce sont les funérailles de l'initiative industrielle publique luxembourgeoise qui se préparent là.

Dans le même temps, à Athus, un autre élu (national, celui-là) du PSB a assumé la présidence de la Société belgo-luxembourgeoise de diversification industrielle. Cet autre rejeton de l'accord patronat-gouvernement-syndicats sur la fermeture d'Athus a mis un an à naître, et il n'a pas bonne mine. La SDI, société mixte (y participent la SNI, son équivalent grand-ducal et les holdings responsa-

bles de la MMRA, Cockerill et ARBED), a pour ambitieuse mission de prospecter, encourager, stimuler des implantations industrielles dans les deux Luxembourg, les postes étant destinés en priorité aux licenciés d'Athus et — hélas — aux futurs exclus de Rodange. Tout cela avec un capital de départ de quinze millions, fourni presque totalement par la SNI, et en courant le risque d'interférer à tout moment dans les faibles projets que la SDRW destine à notre province... Faut-il le dire, on attend encore la première réalisation de la SDI.

Ce qui n'arrange rien, c'est que ces demi-mesures s'accompagnent de demi-informations. Chacun de ces faibles efforts, menés sans aucun souci de réunir un appui populaire, est présenté a posteriori comme un grand pas en avant, et en même temps la Députation permanente s'évertue à en escamoter les aspects novateurs dans l'espoir de ne pas effaroucher les forces réactionnaires. Au total, c'est maintenir la population dans la confusion et apporter de l'eau au moulin rouillé de la sainte entreprise privée, le vieux fétiche moisi qui en un siècle n'a pu protéger le Luxembourg du malheur.

C'est pourquoi le PCB avait proposé au début de cette année à la FGTB et au PSB d'organiser une vaste campagne de sensibilisation à l'initiative industrielle publique. Les événements internes survenus à la FGTB régionale ont empêché le lancement de cette opération, mais nous restons effarés à l'idée que le PSB s'apprêtait à se targuer de telles « réalisations ».

L'INITIATIVE INDUSTRIELLE PUBLIQUE SELON LES COMMUNISTES

Pour nous, l'IIP ne sera pas un nouveau remède miracle, un autre coup de baguette magique pour Luxembourg-Cendrillon. Et pas non plus le pas décisif vers la révolution, ceci dit pour ceux qui n'attendent plus le salut que de la vente militante de ronds à béton, la grève sauvage chez Bois Humblet et la guérilla dans la forêt d'Anlier. Si les communistes appellent de toutes leurs forces à la mise en route d'une véritable initiative industrielle publique dans notre province, c'est parce qu'elle est la seule méthode qui n'ait jamais été tentée, la seule aussi qui puisse permettre de sortir le Luxembourg du sous-développement, ses travailleurs du sous-emploi, ses familles de la peur du lendemain.

Mais l'initiative industrielle publique n'est, pas plus qu'une potion magique, le poison, l'arsenic que nous analysent sans se lasser les « experts » du CEPIC et les « spécialistes » de la FEB (et les « hommes sages » du PRLW quand ils oublient la discipline de coalition). Cela, il faut prendre le temps et les moyens de l'expliquer à une population bernée depuis un siècle; il faut avoir le courage d'appeler l'initiative industrielle publique par son nom, au lieu de la bricoler à la sauvette.

C'est vrai qu'en Belgique, on s'est surtout servi du masque de l'initiative industrielle publique pour panser des canards boiteux. L'expérience française montre cependant qu'on peut créer un secteur industriel public qui sur les plans technique et de la gestion, n'a rien à envier au secteur privé. Le dynamisme de ce secteur est incontestable. Mais avec un rapport de forces politiques qui laisse les leviers au secteur privé. Le dynamisme de ce secteur est incon-

testable. Mais avec un rapport de forces politiques qui laisse les leviers essentiels aux mains du privé, le pouvoir (qu'il soit gaulliste ou giscardien) s'est toujours appliqué à freiner la croissance du secteur public. Cela signifie que c'est le rapport de forces politiques qu'il faut changer, chez nous aussi.

C'EST EN LUTTANT QU'ON GAGNE

Nous n'attendons pas que les Luxembourgeois tout seuls viennent à bout de ces changements.

Mais nous croyons qu'il existe en Belgique des besoins que l'initiative privée se montre incapable de satisfaire; et dans notre province, une main-d'œuvre qualifiée inemployée, des compétences disponibles, des projets qui attendent les investissements pour se concrétiser. Nous croyons que même les pouvoirs provinciaux disposent de ressources qui pourraient être mieux utilisés, et que la Wallonie enfin menée par une majorité progressiste devra donner au Luxembourg une aide financière qui soit au moins proportionnelle à sa population (ce n'est même pas le cas dans la Belgique unitaire). Nous croyons que les Luxembourgeois ont en mains des arguments suffisants pour revendiquer, comme tous les Belges, leur droit à un travail décent, sûr et utile (sans que la province devienne une poubelle industrielle où n'importe qui viendrait produire n'importe quoi).

Les communistes veulent que tous ensemble, les travailleurs du Luxembourg prouvent, et se prouvent, qu'il y a encore de l'espoir.

Pour cela, il faut que chacun(e) d'abord accepte de s'informer, au lieu de subir l'intoxication de *L'Avenir*, de *La Lanterne* et *La Meuse du Luxembourg*. Ensuite, qu'il ou elle se sente prêt(e) à lutter pour venir à bout de ses problèmes, au lieu d'aller quémander un « piston » chez le député ou le ministre du coin. Et enfin, qu'il ou elle apporte son renfort aux organisations syndicales et politiques qui, s'engageant à refuser les tractations secrètes et les compromis nébuleux, veulent que la population exploitée du Luxembourg devienne l'acteur, et non le spectateur, de son sauvetage.

La vulgarisation : pratique scientifique et pratique militante

Cet article ne veut considérer que la vulgarisation historique proprement dite, c'est-à-dire qu'il n'envisage pas de traiter de l'enseignement de l'histoire. Il est pourtant évident que cet enseignement est intimement lié à tous les autres domaines de la pratique scientifique, dont il dépend d'ailleurs bien souvent. Car après tout, l'apprentissage et les connaissances avec lesquels l'école nous a familiarisés ne conditionnent-ils pas fortement les facultés critiques de la future vie d'adulte ? Mais il est également certain que, pour des raisons qu'il n'y a pas lieu de développer ici, les pratiques idéologiques dominantes ont établi une nette distinction entre la pratique scientifique — ou prétendue telle — de l'histoire, et sa vulgarisation. On voit déjà, au simple énoncé de la question, qu'il y aurait place pour une ample analyse sociologique d'une telle conception qui, plus ou moins explicitement, refuse tout caractère scientifique à la vulgarisation et la réserve à une catégorie bien particulière de « consommateurs » considérés a priori comme intellectuellement peu doués. D'autre part, l'enseignement à ses formes, ses pratiques et ses objectifs bien précis qui ne permettent pas de l'assimiler d'office à la diffusion dans un milieu spécifique d'un quelconque savoir vulgarisé. Aussi faut-il se résoudre à respecter provisoirement cette division sans pour autant l'avaliser : c'est plutôt se donner les moyens d'une critique constructive.

Pourtant, il peut sembler périlleux à plus d'un titre de tenter une interrogation sur le sujet de la vulgarisation en tant que telle. C'est qu'on risque d'enfoncer tellement de portes ouvertes depuis longtemps par où les courants d'air ont dissipé tant de bonnes et de moins bonnes intentions. Sur un plan plus mesquin, il est certain qu'on s'expose ainsi aux sarcasmes des castes scientifiques auto-

investies. On n'échappe pas davantage au sourire narquois ou à l'ineffable commiseration des intellectuels « indépendants » et si critiques dont la mode prospère aujourd'hui (ils se demandent encore et toujours pourquoi la vulgarisation doit être précisément l'objet de raisonnements raisonnés). Par contre, cette version actuelle et pérorante de la Sainte Famille parvient souvent, pour notre plus grand plaisir ou notre plus profond agacement, à exhiber de son chapeau un fameux lapin : l'histoire, c'est le peuple. C'est lui qui la fait, c'est lui qui la vit : pourquoi la refaire sur le papier ? Ce n'est évidemment pas avec de telles formules taillées à l'emporte-pièces qu'on démonte d'aussi brillantes hypothèses ; leur ton alerte et définitif rencontre d'ailleurs assez bien les vues de l'édition française, fût-elle « progressiste », et les besoins de son public « rive gauche », toujours prêt pour le dernier bateau-mouche. Nous verrons en quoi cette position, qui ne fait justement que reproduire inconsciemment (?) la césure traditionnelle entre le bon peuple et l'élite intellectuelle, doit être considérée comme une hypocrisie, une duperie politique d'envergure.

Bref, il ne faut pas s'attendre à se créer beaucoup de bonnes relations parmi les « collègues » par l'entreprise de vulgarisation. Il semble pourtant qu'elle se porte bien ; mais pourquoi ces remous ?

Ce n'est pas trop de le répéter : la vulgarisation présente tant de facettes, met en jeu tant de mécanismes sociaux plus ou moins apparents qu'il importe d'en reconnaître la plus grande urgence. Mais les pièges se révéleront nombreux : en cette matière, il n'existe sans doute de règle que la circonspection, et de preuve que l'efficacité.

Aussi, ne nous fera-t-on point grief de traduire la question a priori byzantine : « faut-il théoriser à propos de la vulgarisation ? » en proposition d'une méthode scientifique de son examen.

C'est en effet une aimable tentation que de proclamer à qui veut entendre ce genre de discours que la nature de la pratique est d'être pratique et que, par conséquent, la leçon du vulgarisateur doit parler d'elle-même au lecteur, à l'enseigné. Ne nous plaignons pas que les questions soient posées très directement : « Que vulgariser ? », « pourquoi ? » « comment ? » « Pour qui ? », mais il faut bien reconnaître que l'on ne dispose d'aucun élément de réponse sérieux tant que l'on n'aura pas dénoncé la tromperie ancienne (et toujours actuelle) qui gît au fond de la notion et de l'étymologie même du terme : la séparation d'une connaissance dévaluée à l'usage du peuple et d'une science supérieure pour l'élite, ainsi que le transfert de la réalité et de la signification sociale de la science historique (parmi d'autres qui ont subi le même sort) sur la part dévolue aux couches dominantes de notre société (1). Les autres

(1) La vulgarisation possédant le double caractère idéologique et mercantile connaît un développement qui accompagne celui de l'histoire scientifique (scientifiquement conçue) depuis la fin du XIX^e siècle ; elle épouse donc l'évolution générale du capitalisme. Son intensification est directement proportionnelle aux besoins des couches dominantes en appareils idéologiques de contrôle ou d'oppression, mais également à titre d'antidote au progrès de l'histoire à signification socio-économique. Elle suit aussi forcément les progrès de l'instruction. Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, la vulgarisation pouvait donc se contenter de demeurer à l'école en tant que simple instrument de conditionnement ; mais aujourd'hui, la lutte s'est durcie sur ce terrain comme sur bien d'autres. Ceci explique que le phénomène que beaucoup d'entre nous constatent : l'histoire quitte l'école et passe aux vitrines des librairies. On sait sous quelle forme...

classes, depuis longtemps, doivent se contenter d'une histoire falsifiée qui n'est pas toujours la leur et que par dessus le marché, on ne leur lâche que par bribes et morceaux les moins significatifs. La vulgarisation scientifique et militante représente tout simplement une démarche de restauration de l'histoire globale. Il ne faut pas avoir peur des expressions quelque peu emphatiques : « rendre son histoire au peuple » ou « rendre l'histoire à ses acteurs ». Elles recouvrent tout simplement la signification de la pratique telle qu'elle vient d'être définie.

LES FONDEMENTS SUBJECTIFS

Pour des chercheurs à qui on veut bien accorder le qualificatif de professionnels, entreprendre une investigation sur la vulgarisation peut signifier qu'il y a à la base des préoccupations estimables et d'autres moins avouables. Je reviendrai sur les unes et les autres, mais j'aimerais en souligner tout de suite une ou deux d'*ordre intérieur*, ou plutôt *subjectif*. Il s'agit en fait d'un refoulement coupable et nuisible pour les rapports entre l'historien et ceux à qui il veut faire part des enseignements de sa recherche. Je veux dire que la question de la vulgarisation est parfois un complexe. Est-il capable de communiquer avec des non-spécialistes ? En a-t-il réellement le désir ? Serait-il entendu ? Et finalement sert-il vraiment les fins de sa cause ? Voilà le genre de crise par laquelle nous sommes tous passés, même si ce fut sous une forme plus larvée ou tout simplement si nous ne voulons pas le reconnaître. D'autre part, — et voilà une des raisons qui relie la vulgarisation à l'enseignement, — c'est un problème qui travaille également l'esprit de beaucoup d'enseignants. Dans la mesure où cette pratique semble exclue des préoccupations de ce qu'ils persistent à nommer les « vrais scientifiques », elle peut leur apparaître comme une mission impérative à laquelle ils n'ont malheureusement pas toujours le temps de s'adonner.

Mais naturellement ces deux espèces malheureuses se rejoignent encore sur d'autres sujets de doléances. Ainsi, la constitution des textes destinés au public et leur diffusion.

La constitution, — et dans une moindre mesure, la diffusion — des textes (2) tout d'abord. Il s'agit là d'un problème délicat qui ne met pas en jeu seulement les questions de bonne volonté ou d'engagement politique. Car, s'il est vrai que la vulgarisation n'est pas un simple exercice de style pour historien littérairement doué et habile de surcroît à rendre accessibles des ouvrages que leur hyperspécialisation interdisait au grand public, il y a tout de même certaines qualités personnelles qui entrent en jeu. L'impact de cette sorte d'ouvrage dépend beaucoup de la réflexion critique que l'auteur est capable de porter sur sa propre pratique et de ses aptitudes à simplifier une connaissance qu'il a contribué à élaborer. Qu'on le veuille ou non. Cette simplification — et je ne prétends pas ici que la vulgarisation n'est que simplification — implique parfois des choix déchirants dans la matière à exposer. Aussi ces choix exigent-ils, pour être légitimes, une connaissance approfondie de la matière envisagée. Mais ceci contredit aussitôt la volonté de rupture avec la

(2) Nous verrons qu'il s'agit plutôt d'un problème objectif, surtout à l'heure actuelle.

spécialisation à outrance qui marque la recherche historique actuelle au sein des universités. Le remède existe : la pratique historique collective. Mais, ainsi que la réflexion critique dont il était question plus haut, une telle pratique en opposition avec nos mœurs académiques nécessite un bouleversement complet des mentalités que toute la bonne volonté du monde ne suffit pas toujours à provoquer si rapidement.

Encore cette volonté de changement peut-elle trouver une aide presque naturelle dans l'engagement concret que prennent aujourd'hui de plus en plus d'historiens — et je parle ici d'engagement progressiste, naturellement. Mais tous les historiens, loin de là, ne se retrouvent pas au sein des partis et sur le front des luttes quotidiennes qui concourent si puissamment à la prise de conscience. Les historiens apparaissent donc inégalement armés pour une tentative de vulgarisation réellement audacieuse, sans que leur bonne volonté y soit nécessairement pour quelque chose. Mais on voit qu'il est impossible de faire abstraction de qualités particulières et d'un certain engagement qui donne à la pratique de la vulgarisation une véritable spécificité. Il ressort donc de cette analyse que la vulgarisation ne peut être dilettante.

LE BESOIN D'HISTOIRE

S'il est tout à fait légitime de se préoccuper des conditions dans lesquelles se produit l'histoire en tant que communication sociale, il sera de plus en plus nécessaire de considérer la manière dont elle est reçue par le public. Il semble évident qu'à l'heure actuelle, la faim d'histoire soit grande parmi des couches de plus en plus nombreuses de la population. Ne préjugeons pas pour l'instant des motivations de cette demande généralisée ni de la manière dont il y est répondu ; bornons-nous à la constater. Les révélateurs de cette situation sont nombreux, de l'édition (odeurs de mystères et chatoyantes images) à la multiplication des conférenciers (y compris à la radio et à la télévision) (3). Il faut donc bien reconnaître — et cela n'est pas fait pour nous déplaire — que l'histoire se range parmi les composantes principales de la culture de masse. Le besoin d'histoire est une chose, ses motivations et la manière dont on y répond en sont une autre : elles plongent leurs racines au plus profond des mécanismes qui règlent la vie de la société, et sont fonction des rapports qui s'établissent entre les différentes classes sociales... pour largement *déterminer en retour* la production desdits rapports.

De telles questions, qui n'envisagent plus les conditions particulières des producteurs d'histoire et de leur public, exigent une analyse systématique des circonstances et des éléments objectifs de la pratique historique.

LES FONDEMENTS OBJECTIFS

Personne ne songera sans doute à nier que la diffusion de l'histoire et la vulgarisation en particulier font l'objet d'âpres combats

(3) Je suis d'ailleurs frappé par le nombre de gens qui se disent historiens aujourd'hui. Ou plutôt par la propension des animateurs et présentateurs culturels à les présenter comme tels. Il ne faut naturellement pas y voir la reconnaissance d'une idée somme toute progressiste : que nous sommes tous capables d'être historiens, mais plutôt la recherche d'une immunité universellement reconnue : l'historien est absout des péchés « communs » qui s'échelonnent des questions les plus idiotes à la curiosité malsaine.

politiques pour leur appropriation et leur domination. De quelque côté qu'on tourne ses regards, le champ de bataille bien encombré offre un spectacle souvent bien consternant. Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, les classes dominantes ont voulu promouvoir une culture humaniste et cette volonté, résolument affublée du masque de l'idéalisme le plus plat va toujours s'affirmant. Hélas, de verrues érotico-princières en gibbosités encyclopédiques, le beau visage de Clio bourgeoise dangereusement. Les reproches qu'on peut adresser à la prolifération des ouvrages les plus divers qui encombrant les étals des librairies sont de deux ordres. Si l'information qu'ils diffusent n'est pas toujours sujette à caution en soi, elle ne s'en présente pas moins sous une forme extrêmement parcellisée; elle favorise — et sans innocence, soyez-en persuadés — la séparation des faits et des contextes selon un procédé cher à la pratique bourgeoise dans beaucoup de domaines. D'autre part, quoi qu'on en dise, il ne faut pas trop prêter aux riches : cette inflation littéraire historique ne résulte pratiquement plus d'un désir plus ou moins sincère de promotion culturelle, mais bien plutôt d'une commercialisation et d'une concurrence effrénée. La signification de l'histoire ne peut qu'en souffrir : parcellisée dans un premier temps, elle apparaît de plus en plus comme une activité de délassement et rien que cela. On admettra sans peine que c'est vider de leur substance l'histoire en particulier mais aussi le mécanisme de la culture en général. Il est donc clair que ces questions dépendent des mécanismes et des rapports socio-politiques en vigueur au sein de la structure capitaliste et que des éléments de la lutte des classes s'y distinguent facilement.

Mais il est bien insuffisant de le reconnaître, encore faut-il disposer d'un plan précis pour réagir valablement aux diverses agressions circonstanciées de la fausse culture.

Il n'est pas toujours simple de trancher et de choisir la réponse simple et logique à diverses objections qui se font jour ici et là. C'est pourquoi il faut prendre en considération des arguments qui, tout en suspectant les formes de diffusion dont il vient d'être question, tendent à les justifier et à les tolérer momentanément. D'aucuns se demandent en effet si l'histoire n'a pas tout à gagner à une diffusion quelconque, pourvu qu'elle soit massive. Autrement dit, si Henri Guillemin commet parfois de lourdes erreurs, on lui pardonne volontiers car il sait trouver le ton juste et passionner les auditoires (ce dont, soit dit en passant, les historiens patentés sont bien souvent incapables). C'est curieusement dans les milieux de gauche et les organisations démocratiques que de pareils raisonnements sont tenus (4), mais au fond, est-ce si curieux que cela et faut-il leur jeter la pierre ? Le matérialisme historique paraît suffisamment fondé à pouvoir produire une connaissance scientifique à partir de l'histoire événementielle et de sa critique factuelle. Enfin, il n'est absolument pas prouvé que les motivations des auditeurs d'un H. Guillemin, ainsi que l'enseignement qu'ils retirent de fréquentations assidues aux conférences, ne produisent pas à la longue un résultat positif face aux réactions que l'idéologie dominante leur a inculquées.

(4) Un exemple bien connu à Bruxelles est celui du *Cercle d'Education Populaire — CEP* — qui invite avec prédilection, outre d'authentiques techniciens de l'histoire, le passionné (et passionnant pour beaucoup de gens) Henri Guillemin.

D'ailleurs, la prudence élémentaire voudrait que nous ne progressions dans ce domaine qu'en l'examinant cas par cas.

En effet, la diffusion de l'histoire « pour grand public » est pléthorique, on l'a signalé, et c'est là son danger principal. Des historiens engagés doivent déjà consacrer beaucoup de temps et d'attention pour séparer le bon grain de l'ivraie, ou seulement pour repérer de nouvelles publications ou de nouveaux ouvrages; que dire des vrais profanes ? De quel temps leurs loisirs seraient-ils amputés s'ils essayaient, dans les circonstances actuelles, de faire un choix en toute connaissance de cause ? Reconnaissons-le : il n'y a pas d'autre solution pour eux que de s'en remettre à la publicité ou aux conseils du libraire. A ce niveau de diffusion, il est évident que tout passe : non seulement Guillemin, Decaux, Castelot, J. Gérard, de Saint-Hilaire, mais aussi l'immense production de besogneux polygraphes ou d'obscurs plumitifs qui agissent pour le compte des maisons d'édition (5). Or, il faudrait véritablement être de mauvaise foi pour prétendre qu'il n'y a pas à faire de tri en la matière. Par exemple, je maintiens qu'il y a une différence entre Guillemin et Castelot (ne fût-ce que par l'idéologie réactionnaire que ce dernier affiche systématiquement et féroce ment au prix de déformations des plus spectaculaires) (6), ou que Decaux n'est pas à vouer aux gémonies automatiquement (ne fût-ce que par certaines de ses réalisations passées) (7). De toute manière, il est significatif que nous ne citions jamais que les quelques mêmes noms : il y a une brochette de ténors, puis toute la masse des gratte-papier. Et par leur masse, précisément, ainsi que par l'enjeu commercial qu'ils représentent, ce sont bien ces gratte-papier — c'est-à-dire en dernière analyse les maisons d'édition — qui produisent de la fausse culture. C'est bien eux qu'il importe de critiquer.

Il en va de même dans le domaine du cinéma et de la télévision : quelques exemples célèbres, que l'on s'empresse d'évoquer dans les cercles (8), et à côté de cela, le tout-venant innommable (sur lequel on ne peut pas mettre de nom), insaisissable, bref, la véritable histoire « pour un grand public ». Quant à la vulgarisation issue des autres moyens de communication de masse, elle peut être négligée tant qu'elle ne se présente que comme l'écho et le reflet de la production des autres milieux, à savoir l'édition, le cinéma et la télé-

(5) LAFFONT par exemple s'est spécialisé dans le genre rocambolesque et vaguement terrifiant. Les collections de ce type contiennent de nombreux titres, mais nous serions bien en peine de retenir et de citer quelques noms d'auteurs. Cela devient tout à fait impossible avec les éditions du style Rossel, dont les ouvrages pseudo-historiques sont de plus en plus anonymes tout simplement.

(6) Voir son histoire de la *Révolution française*, Paris, Laffont, 1963.

(7) La plus spectaculaire fut l'émission réalisée pour la télévision française en 1964 (10 et 17 octobre) : *La Terreur et la Vertu*, de Stelio LORENZI et Alain DECAUX. Cf. le débat à ce sujet dirigé par R. ANDRIEU (avec J. Bruhat, J. Masson, A. Soboul), *Qui êtes-vous, Maximilien Robespierre ?*, Bruxelles, CEP, 1965 (Cahier 15).

(8) Un bon exemple actuel est 1768 : émission les *Dossiers de l'Ecran* (A2) du 28-3-1978 (cf. M. FAILEVIC et J.-D. DE LA ROCHEFOUCAULT, 1788, *Luttes révolutionnaires pour une propriété paysanne*, Paris ES-A2, 1978). Voir critique de J.-J. HEIRWEGH, in *D.R.* 13-14-15-5-1978. Et à côté de cela le tout-venant innommable (sur lequel on ne peut mettre de nom), insaisissable : la véritable histoire « pour grand public ». Quant à la vulgarisation issue des autres moyens de communication de masse, elle peut être négligée tant qu'elle ne se présente que comme l'écho et le reflet de la production des autres milieux, à savoir l'édition, le cinéma et la télévision.

vision (9). Il en va de même pour les revues non-scientifiques : elles se rattachent aux problèmes de l'édition en général et participent des mêmes préoccupations (par exemple, *l'Histoire*, ou, plus à gauche, *Le Peuple français*) ou bien rejoignent sans vergogne le tout-venant dont il était question plus haut (comme *Historia*). Le livre scolaire relève de problèmes particuliers mais d'une telle ampleur qu'il est impossible d'en esquisser l'analyse ici. Les raisons pour lesquelles elle n'a pas sa place ont d'ailleurs été développées au début de cet article.

Il convient enfin de prendre garde, lorsqu'on traite de la vulgarisation et de la grande diffusion, de leur attribuer des limites bien précises. Il est en effet toujours facile de préciser où commence la vulgarisation, mais où s'arrête-t-elle ? C'est un danger qu'il importe de désigner constamment aux débutants ainsi qu'aux non-spécialistes : beaucoup de livres se présentent comme des ouvrages de simple vulgarisation, c'est-à-dire comme la simplification d'une connaissance communément admise. En fait il n'en est rien et ces livres ne présentent souvent que l'exposé des thèses les plus réactionnaires dont l'auteur, sous couvert de vulgarisation s'évite les inconvénients d'une démonstration — par ailleurs impossible. Nous nous trouvons là en présence d'une attitude délibérément ambiguë qu'il faut démasquer à tout prix. Si nous n'approuvons pas les principes et les résultats de la vulgarisation actuelle dans sa totalité, nous reconnaissons cependant que dans certains cas, l'information qui est fournie peut être malgré tout valable. Mais il y a des entreprises qu'il faut condamner en tant que produits nuisibles des militants de la bêtise et de la réaction. Je songe ici à un Jo Gérard, à un Henri Dumont, à un Gérard De Sède ou à un P. de Saint-Hilaire (la liste n'est malheureusement pas exhaustive). Nous ne sommes d'ailleurs plus tellement en présence d'une histoire « pour grand public » que d'un enseignement « pour majorité silencieuse » : dans les deux cas, il s'agit bien d'abuser du public, mais alors que dans le premier on ne prétend que l'informer, dans le second, on lui fournit des arguments à ressortir ultérieurement en son nom.

Il faut souligner cependant que l'édition et l'écrit n'ont plus le monopole de la diffusion de l'histoire : un rôle croissant est dévolu dans ce domaine aux moyens de communication de masse, surtout à leur secteur audio-visuel. L'impact du film, car c'est de cela qu'il s'agit essentiellement, est probablement d'une puissance supérieure à celui de l'écrit à l'intérieur d'un cadre socio-culturel bien précis, selon des modalités particulières qu'il faut encore définir. La civilisation de l'audio-visuel est récente et la lutte pour une utilisation démocratique des possibilités qu'elle présente a bien du retard (10).

(9) Je pense ici notamment aux journaux dont les contributions historiques sont rarement autonomes mais dépendent du lancement d'un ouvrage. (Il faut toutefois faire une place à part à la chronique archéologique du *Soir*, bien plus digne d'intérêt que les élucubrations folklorico-militaristes de Rossel-Éditions ou la ratiocination sénile d'un Marcel Grégoire). Il y a parfois des collusions tout à fait évidentes : Rossel, par exemple, qui possède un journal et une maison d'édition.

(10) Ce retard est particulièrement sensible en ce qui concerne le cinéma soumis plus que tout autre moyen de communication aux impératifs de commercialisation et de concurrence. En Belgique, le fait que la télévision soit un monopole d'Etat ouvre sans doute d'intéressantes perspectives. (La radio et la télévision scolaires témoignent d'ailleurs de leur souplesse d'utilisation. Mais nous revenons là au domaine scolaire.) De toute façon, la question actuelle reste encore la forme du discours et ses implications idéologiques. Le danger menace de voir

Encore une fois, je m'aperçois de l'inconvénient de ne pas avoir voulu traiter de l'école en même temps que de la vulgarisation, car la situation scolaire jette les bases d'un système qui conserve par la suite une excellente cohérence. En effet, il ne faut pas se faire d'illusions : quoi qu'on dise des possibilités remarquables des moyens audio-visuels et de leur introduction au sein des mentalités actuelles, ce moyen reste insignifiant au niveau des écoles. Il existe sans doute beaucoup de laboratoires, de séminaires ou même d'écoles-pilotes qui possèdent leur circuit vidéo mais, combien d'établissements scolaires sont-ils seulement équipés d'un récepteur ? Le magnétophone est sans doute entré dans les mœurs mais pas encore dans les budgets. Ainsi, par la force des choses, l'écrit, — et par conséquent le livre, — occupent toujours une position dominante (10bis). L'éducation scolaire se faisant par le livre, il en reste fatalement quelque chose par la suite. Et comme elle ne se fait pratiquement pas par l'audio-visuel, il ne reste qu'à souhaiter aux « spectateurs » le moyen d'être autodidactes. Malheureusement, on ne lui en laisse absolument pas le choix : s'éduquer par le livre postule sans doute un niveau socio-culturel minimum, s'éduquer par l'audio-visuel réclame encore plus de sens critique.

Les conclusions que le vulgarisateur en retirera ne doivent pas déboucher pour autant sur une position de repli, de renonciation : le combat est peut-être plus difficile mais son enjeu est tel qu'il faut en reconnaître l'urgence. Mais qu'on prenne bien garde : il serait dangereux d'abandonner le combat pour un bon livre de vulgarisation. En effet, le développement de l'audio-visuel ne ralentit pas celui du livre : il faut donc rester vigilant sur ce front. Les historiens qui prônent une véritable vulgarisation doivent se battre pour le maintien, l'amélioration et la multiplication de bonnes revues telles que *l'Histoire* (11). Les efforts consentis pour produire un bon livre de vulgarisation et pour développer les autres techniques de la communication sont convergents et complémentaires. C'est de la vaine théorie que de vouloir y imposer à l'heure actuelle des questions de priorité. Il reste à côté de cela une multitude de formes de communication qu'il serait inexact de rattacher exclusivement à l'un ou à l'autre. (Il serait d'ailleurs difficile d'être exhaustif.) Pour susciter le débat, il est néanmoins intéressant d'évoquer quelques pratiques actuelles ou déjà anciennes sans pour autant les mettre sur un pied d'égalité. Ainsi la bande dessinée et les « spectacles historiques ». La bande dessinée laisse sans doute beaucoup d'historiens perplexes, même si, par principe ou par mode, certains d'entre eux

les mandarins faire de la télévision des chaires d'un style nouveau, mais des chaires tout de même.

(10 bis) La preuve en est que la masse des livres d'histoire n'a pas faibli depuis l'apparition de la télévision, au contraire. Curieusement, l'histoire représente 6 % du volume total de l'édition, depuis... le XVII^e siècle. Mais vu l'accroissement infernal de l'édition dans tous les domaines et la diversification des domaines, cela représente un accroissement vertigineux. D'ailleurs, faisons confiance aux principaux intéressés : les éditeurs, qui se sont rarement montrés aussi comiquement bouffis d'autosatisfaction qu'aujourd'hui, principalement grâce à leurs collections d'histoire (Cf. les interviews publiés par la revue *A paraître*, octobre 1978, pp. 25-35 : *Courants et contre courants de l'histoire*.)

(11) Voyez l'article de Cl. BILLEN dans le *D.R.* 7-10-1978, p. 8. Mais il ne faut pas se faire d'illusions : *l'Histoire* est née d'un succès de librairie, celui de *l'Histoire de la France rurale*, et les préoccupations de ses auteurs sont bien mercantiles : le crêneau (40.000), le discours à la mode, le tirage (de 57.000 à 70.000 exemplaires). Frappez juste, pour toucher plus...

s'empresstent d'en affirmer l'efficacité. Sur le plan de la signification historique, nous sommes cependant loin de compte et les choses ne me paraissent pas avoir beaucoup évolué : les phénomènes de diffusion, toujours en vertu des règles imposées par l'édition, ont établi pour longtemps encore un type d'interprétation politique invariable. Le processus employé n'est pas non plus très original : véhiculer les lieux communs de l'idéologie dominante, les dédramatiser par la cocasserie des situations, les imposer sans douleur par le dessin et la caricature (12); moins que partout ailleurs, la fonction critique n'a sa place. Et ce, en raison même du public privé (jeunes ou adultes ?) et de son statut (délassement ou information ?). Sans même parler d'entreprises explicitement conservatrices reproduisant volontairement les schémas les plus éculés (« *Les belles histoires de l'oncle Paul* » pour définir rapidement le genre) ou d'œuvres trop militantes (« *Tintin chez les Sovièts* », par Hergé, ou « *Le secret de l'Espadon* », par Jacobs), reconnaissons qu'il n'y a pas de transformation de nature — sur le plan qui nous occupe, bien entendu — de Tintin à Astérix. Disons même que dans le cas de ce dernier, s'il s'agit effectivement d'une épopée burlesque des Français, la bande dessinée ne fait que fonder historiquement les travers les plus graves de cette société, tout en engageant ses membres à persévérer dans cette voie : la xénophobie, l'esprit cocardier, le nationalisme patriotard ne sont plus des défauts (même anachroniques) chez Astérix, mais des petits péchés mignons, tellement sympathiques chez « nos ancêtres les Gaulois ». Le décor historique, au demeurant valable, n'a d'autre fonction que d'authentifier le discours idéologique en lui transférant la garantie qui s'attache à la scrupuleuse documentation générale. Au reste, il ne s'agit ici que d'impression sur un sujet dont l'analyse est à peine entreprise aujourd'hui; le rôle de la bande dessinée, prise dans son ensemble, a d'ailleurs profondément et rapidement changé ces dernières années. C'est tout récemment que ce genre, autrefois très mineur, a pu bénéficier d'un véritable statut littéraire et obtenir droit de cité dans la sphère culturelle. On peut donc croire que sa participation à l'entreprise « historique » n'en est encore qu'au berceau.

Il faudrait, pour être complet, envisager encore de multiples facettes de la vulgarisation (il ne sera pas question ici des « chromos » et autres formes de documentation (très) scolaire (13), traditionnelle, conditionnée et pré-emballée : l'analyse est certainement plus complexe qu'il n'y paraît car il convient avant tout de juger la chose très pratiquement en fonction des résultats obtenus). Il y a après tout suffisamment de chromos pour adultes; il suffit de considérer les attributs « culturels » qui ornent les monuments, les musées et les salles d'exposition : parfois de prétendus montages audio-visuels, qui ne sont en fait qu'un placage de lieux communs sur de navrantes images touristiques. Pour éviter toute ambiguïté, nous tenons à préciser que les réalisations du professeur Albert d'Haenens à l'occasion

(12) Voyez les commentaires à Astérix de A. STOLL, *Astérix, l'épopée burlesque de la France*, Bruxelles, éd. Complexe, 1078 (Schauberg, 1974), spécialement pp. 134-150.

(13) Une entreprise fut en son temps *Clio XXe, nouvelles du passé* dont la curieuse présentation ôtait parfois toute signification à l'événement traité en le banalisant, mais dont le côté agaçant était racheté par une intelligente classification thématique quelque peu avancée pour son époque.

de la publication des « Sept Merveilles de Belgique » échappent complètement à nos critiques : c'est de l'audio-visuel de qualité.

Dans certains cas plus graves, il peut s'agir de séances vespérales de « sons et lumières » où le quidam a la coûteuse possibilité de frissonner (par la grâce de rougeoiements dramatiques, de cavalcades épiques, de cliquetis métalliques et d'un commentaire approprié sorti tout droit de l'outre-tombe) au récit sépulchral de nos conteurs mécanisés. Mais que dire de telles pratiques, et que faire, si ce n'est les déplorer et se lamenter sur la fausse culture ? Par quels moyens pourrions-nous agir sur ces lamentables spectacles ? Nous ne pouvons que le constater : ces formes de diffusion de culture participent trop de la commercialisation pour que des actions ponctuelles puissent aboutir. La solution passe par une refonte complète de la politique culturelle, par la promotion d'une véritable éducation des masses pour le développement de leur sens critique. En regard de ces quelques réflexions sur la vulgarisation, de telles perspectives peuvent donner le vertige. En fait, elles n'en sont pas si éloignées qu'il y paraît. La critique et la problématique sont finalement peu de choses, et la tâche la plus urgente est plutôt de définir les objectifs d'une réelle diffusion démocratique de l'histoire. On peut espérer ainsi établir les principes d'une authentique vulgarisation sur la base desquels il appartiendra aux historiens de répondre aux propositions du public, écoutant ses questions et en suscitant de nouvelles.

Le repérage des problèmes subjectifs et objectifs posés par la vulgarisation est ainsi achevé et sans doute est-il encore incomplet. Mais il suffit bien pour réaffirmer le fondement idéologique et politique de chacune des phases de la diffusion de l'histoire.

LES OBJECTIFS

Nous rencontrons ici le nœud du problème : les modalités concrètes de la vulgarisation en fonction des circonstances socio-politiques concrètes. A ce stade, les principes ne nous servent plus qu'à élaborer des stratégies particulières pour agir cas par cas.

Le statut de l'historien.

Le premier de ces objectifs est déontologique : il s'agit de ne pas se laisser aller à des manœuvres dont le seul but inavoué serait la publicité et la diffusion facile pour les travaux refusés par les revues scientifiques. La différence n'est pas mince entre une telle attitude et la vulgarisation correctement entendues. Car, s'il est vrai que nous voulons continuer à « faire de l'histoire », nous voulons aussi qu'elle ait une signification pour la société que nous considérons de manière critique. Mais le seul désir d'une promotion qui ne dirait pas son nom mènerait inmanquablement à la tentation d'en retrancher le moins possible du texte initial, de se borner à le simplifier sans pour autant le rendre accessible et politiquement significatif pour un public donné. Et ce ne serait pas le seul danger : la vulgarisation est par excellence une tâche à mener collectivement, ne serait-ce que pour se garder mutuellement des déviations de l'histoire mécaniste et de l'idéologie. On ne peut que répéter ce qui fut dit plus haut : il n'y a pas de césure entre la recherche historique et la vulgarisation. Il faut tout simplement demeurer aussi scientifiquement attentif et aussi politiquement lucide à l'une qu'à l'autre.

Nous étant préalablement mis en accord avec nous-mêmes, le second objectif sera d'être à l'écoute du public. On a déjà dit la tâche culturelle complexe que l'on attendait de l'historien dans les domaines de témoignages portés sur le monde, de la compréhension globale de celui-ci ou tout simplement de celui des loisirs.

Mais personne ne nous a attendus : ni la bourgeoisie, ni la classe ouvrière, pour le dire rapidement. Voilà pourquoi ce terrain est aussi fort encombré et spécialement bien occupé par l'idéologie dominante. Or les armes de celle-ci se révèlent particulièrement bien affûtées car elle a pratiquement tout assimilé — elle est humaniste; dans tous les cas, elle comprend, assimile, récupère, investit, interprète, impose et agit : elle est parfaitement fonctionnante (14). Aussi notre objectif principal sera de forger des armes idéologiques propres à démasquer les mécanismes dominants traditionnels. Autrement dit, de développer l'esprit critique du public en tenant compte de toutes les données du problème. La donnée essentielle est précisément que la plupart du temps, la conviction du public est faite, que sa mauvaise éducation est achevée. C'est donc précisément sur le terrain, — sur ce terrain, — qu'il faudra mener la lutte. Nous constatons dans la majorité du public un goût marqué pour l'histoire événementielle. Nous devons donc également la prendre en charge, l'expliquer, la critiquer, la démonter. Il faut reconnaître qu'il y a là un problème de modestie et de logique matérialiste. De modestie, parce que nous devons admettre que nous ne sommes plus les maîtres imposant aux sujets des centres d'intérêt; parce que nous devons aussi pouvoir nous mettre à l'écoute du public. Mais il faut rester logique et reconnaître que même à travers les obstacles que l'idéologie dominante a dressés entre la classe ouvrière et sa conscience historique, les conditions de sa lutte quotidienne — dont les historiens ne sont évidemment ni les guides, ni les révélateurs — dictent à la classe ouvrière des champs d'action prioritaires (dont on comprend qu'ils puissent être parfois actuels ou pragmatiques, jusqu'à en devenir anecdotiques). Si, à l'intérieur de ces champs, les questions sont mal posées sous l'influence d'une propagande plus que séculaire, si les historiens sont suffisamment lucides et engagés, alors il peut leur appartenir d'entreprendre une rééducation idéologique, de démontrer les analyses qu'il faut tenter de produire et dans quel ordre il faut le faire. Mais il doit être clair que les problématiques prioritaires resteront définies par ceux qui se trouvent le plus près du cœur des luttes. Or, pour les intellectuels, se situer correctement par rapport à la classe ouvrière et à son combat, c'est peut-être encore l'effort de modestie et d'humilité le plus... difficile.

LES OBLIGATIONS

Ces considérations nous révèlent des obligations que nous ne soupçonnions pas nécessairement. La plus importante est sans doute de nous préoccuper de la « conscience du vécu » de nos auditeurs. L'expression est à la mode, mais qu'entend-on au juste par là ?

Il n'est pas absolument naïf de penser que l'aliénation quoti-

(14) Comme exemple de récupération, on peut citer les modes de l'archéologie industrielle et de l'écologie tous azimuts qui en arrivent souvent à nier l'idée que le monde ouvrier a aussi son histoire et que la nature également peut être l'objet d'appropriation.

dienne que subissent les gens pour de multiples raisons n'affecte pas que le domaine idéologique. En fait, le blocage des facultés critiques, dont la dépolitisation croissante est un signe remarquable, n'intervient pour ainsi dire qu'au second ou au troisième degré. L'aliénation initiale se situe au niveau des mécanismes les plus fondamentaux. L'homme reconnaît de plus en plus difficilement les conditions de sa propre vie et en apparaît comme de plus en plus détaché (15). C'est pourquoi il est important aujourd'hui plus que jamais de lui rendre cette conscience et cette sensibilité perdues. Les domaines de cet enjeu sont multiples, mais il faut citer avant tout la nature : il importe de montrer le rôle historique de la perpétuelle confrontation de l'homme et de la nature pour montrer que celle-ci n'est pas une donnée indifférente ou aux manifestations contingentes. Un tel apprentissage est en soi-même complexe, et malheureusement déjà l'objet d'une de ces récupérations dénoncées plus haut : l'écologie commerciale ou, en d'autres termes, l'écologie faussement vulgarisée.

Cette pratique néfaste conduit essentiellement à interdire toute pratique réellement scientifique en fourrant tous les problèmes dans le même sac. Mais cette nature a justement plusieurs dimensions qu'il est essentiel de ne pas confondre : l'étude d'un paysage quelconque comporte aussi bien des données de perception purement personnelles (l'évocation et la beauté reposante d'un paysage familier) que de facteurs historiques dont les causes ne sont plus nécessairement visibles au premier coup d'œil, ou de facteurs directement économiques (Pourquoi les dunes disparaissent-elles ? Pourquoi déboise-t-on les bosquets ici alors que la forêt regagne là-bas ? Pourquoi y a-t-il des polders ?). Pourtant, d'une manière ou d'une autre, ces différents niveaux finissent toujours par recouper les préoccupations des historiens (16).

Mais restaurer la dynamique du vécu postule aussi que soient rendues perceptibles les structures économiques de la vie de chacun. Fatalement, la question se posera alors en termes de subordination, d'exploitation, en rapports de dominants à dominés. Elle se posera d'ailleurs d'autant plus difficilement en raison du rapport des problèmes actuels à ceux du passé, même si cet ordre n'apparaît pas toujours clairement. (Autrefois, la classe ouvrière était exploitée éhontément par un capitalisme montant et vorace; est-elle encore exploitée aujourd'hui ? Existe-t-il encore une classe ouvrière ? Qu'est-ce que le capitalisme actuel ?) (17).

Les découvertes occasionnées de la sorte ne prétendent pas couvrir le fonctionnement intégral de la société considérée, c'est-à-dire le capitalisme. Une bonne compréhension et une saine critique de cette fameuse tranche d'histoire réclament encore une resitua-

(15) Ceci correspond parfaitement à la manière dont l'activité laborieuse est conçue à l'intérieur du mode de production capitaliste, qui veut que l'homme soit de plus en plus détaché des conditions de son travail.

(16) L'enseignement rénové de l'histoire a sans doute bien perçu cette situation puisqu'on ne parle plus que d'un groupe de notions intégrant l'histoire et la géographie au sein de l'étude du milieu naturel et humain.

(17) « La démarche historique » fait qu'on part de la situation la plus ancienne. Il est cependant évident que les motivations de l'enquête se situent dans les deux dernières questions. Pour y répondre, il fallait cependant pouvoir résoudre le second problème qui représente ici une certaine prise de conscience.

tion exacte du rôle que chacun joue au sein des structures de production, de reproduction et d'échange .

On voit qu'il ne s'agit de rien de moins que de comprendre sa vie. A cet égard, la vulgarisation doit fournir des principes, des éléments de critique. Mais cela ne suffit pas, et ce n'est pas encore faire de l'histoire. Une méthode d'approche des problèmes est toujours nécessaire : c'est sans doute là un enseignement majeur que le vulgarisateur prétend apporter. Il ne faudra pas lui en vouloir si, dans un premier temps, son cours se révèle fortement structuré.

LE QUOTIDIEN

A ce stade, il est d'autres dangers dont il faut se garder. On a dit en effet la nécessité de partir des questions et de la perception du public : il y a à cela des raisons historiques, psychologiques et pédagogiques objectives. Mais ces raisons, valables pour l'enseignement comme pour la vulgarisation ont été, elles aussi, récupérées par les historiens-camelots au service des maisons de commerce. La vie quotidienne a fait une entrée fracassante sur le marché, non pour ce qu'elle représentait historiquement, mais en vertu du matériel aussi varié qu'inépuisable, reproductible sous des formes diverses : l'édition proprement dite (18), les fac-similés (de rigoureusement n'importe quoi, mais toujours à prix d'or), les recueils de vieilles et de moins vieilles photos (dont l'intérêt et la valeur intrinsèques ou comme témoignages ne sont pas toujours démontrés), les albums sonores, les séries de diapositives, les films, voire la reproduction de petits et grands objets d'autrefois (et dont le côté le moins fidèle est également le prix). On voit que pour une bonne part, ces manœuvres (douteuses) participe de l'engouement pour la mode « rétro », dont on démonte de plus en plus le mécanisme, laissant apparaître des motivations souvent malsaines. D'autre part, le consommateur est appelé à l'action : il pourra se muer en historien en élaborant l'arbre généalogique de sa famille. La critique de ce projet est malaisée car, sans faire de procès d'intention à ceux qu'amuse les enquêtes généalogiques, il faut tout de même souligner qu'on se trouve en présence de l'élaboration d'une histoire truquée, qui vise à substituer à la dynamique du passé encore proche quelques schémas sans causes ni conséquences. En l'occurrence, c'est surtout le procédé employé qui est répréhensible : travestir les souvenirs, abuser la mémoire, c'est une autre manière de vider le présent de sa signification. Car y eut-il jamais quelque chose de plus important, de plus immédiatement compréhensible que ce quotidien si malheureusement banalisé et qu'il ne faut pas confondre avec la véritable conscience du vécu ? Après tout, les petits et les grands drames quotidiens représentent de la manière la plus concrète le lieu du contact entre l'action presque toujours inconsciente et le « cours de l'histoire » : bien comprise, la vie quotidienne constitue donc un formidable champ d'application des principes de la vulgarisation.

(18) La collection *La vie quotidienne de Hachette* fait voisiner le meilleur avec le pire : on y trouve à côté d'authentiques manuels historiques (*La vie quotidienne à Rome*, de Jérôme CARCOPINO et *La vie quotidienne en Gaule*, de Paul-Marie DUVAL) et de réelles études d'histoire sociale ou d'anthropologie (*La vie quotidienne dans le Nord de la France au XIXe siècle*, de J. PIERRARD), bon nombre de fadaïses qui ne font que restaurer sournoisement l'histoire ou parfois le scandale : dans leur intimité violée, rois et princesses sont surpris sur d'autres trônes...

Elle doit représenter l'occasion de la mise en pratique d'une histoire « tangible » mais scientifique, et non la source d'une histoire standardisée et dévitalisée.

LES OBLIGATIONS

Il est difficile de définir clairement le chemin de la vulgarisation idéale à propos de la vie quotidienne si l'on restaure l'abs-trait des principes. Plus que jamais, les objectifs de la pratique politique doivent servir de guide pour l'historien. A lui d'élaborer la critique de ses formes d'histoire qui sont proposées au public et à faire en sorte que le public puisse accéder seul à cette faculté. Elle lui permettra de souligner les luttes constantes qui jalonnent la ligne du temps, de mettre en évidence les conditions contradictoires des sociétés et des classes en présence et de comprendre que tout cela n'est certainement pas le fruit du hasard (19). Rendre au public la faculté d'être critique à propos de tout et lui montrer la richesse d'une telle pratique n'est pas seulement un acte peut-être subversif et salutaire, c'est surtout une entreprise de rectification historique véritablement scientifique.

Les devoirs du vulgarisateur ne s'arrêtent pas à ces problèmes d'objectifs et de principes : de multiples questions de forme sont posées par le simple examen de ce qu'est la vulgarisation à l'heure actuelle.

Il apparaît surtout urgent de rendre la présentation de l'histoire réellement accessible à tous en la dépouillant de son jargon de spécialiste (20) mais aussi en la diffusant de manière appropriée. Il faut entendre par là de manière démocratique et correspondant aux moyens culturels et de diffusion en vigueur dans notre société. On a déjà évoqué les canaux privilégiés de cette diffusion : l'écrit et l'audio-visuel. Il n'y a pas d'affrontement entre ces deux moyens de diffusions complémentaires, j'en ai traité plus haut. Il n'en est pas moins vrai que leur implantation dans notre société présente des modalités dont il serait néfaste d'ignorer les différences et les contradictions. Ce serait en effet une grave illusion, et par ailleurs un contresens historique, que d'imaginer l'identité de position de l'audio-visuel et de l'écrit (essentiellement le livre) face aux agissements de l'idéologie dominante. Instrument de combat et de libération des classes opprimées depuis longtemps déjà, le livre a acquis une grande souplesse d'utilisation et parvient à maintenir, vaille que vaille, une certaine indépendance vis-à-vis des pouvoirs en place. Par contre, les moyens de l'audio-visuel restent d'une telle importance qu'ils se présentent souvent sous la forme de monopoles, la plupart du temps privés. Il en découle tout naturellement que face

(19) L'historien soviétique Porchnev en donnait un exemple dans son histoire des *Soulèvements populaires en France au XVII^e siècle* en montrant que le XVII^e siècle n'était pas parsemé de mouvements purement circonscrits de rébellions se poursuivant pendant le XVIII^e siècle, pour terminer en une apothéose d'un effet particulièrement heureux : la révolution française. Il s'agit tout au contraire d'un long mouvement croissant de mécontentement marquant la montée constante de la lutte des classes qui accompagnait la gestation du capitalisme. Ainsi la révolution française devenait une conclusion tragique et non un événement placé par la main de Dieu en 1789, plutôt qu'en 1802 ou ailleurs.

(20) Il s'agit bien ici de jargon, c'est-à-dire d'un langage rendu incompréhensible volontairement par le respect aveugle d'une mode quelconque; il faudra tout de même admettre un minimum de langage technique propre à l'histoire comme on l'admet sans peine pour les sciences dites exactes.

à la télévision et au cinéma, le public a déjà acquis des réflexes dont il faut bien dire qu'ils témoignent d'une mauvaise éducation — ou d'un manque total d'éducation. On peut le constater, le déplorer et déclarer qu'il est urgent d'y apporter remède : il n'empêche que la statistique la plus élémentaire démontre la minorisation actuelle de cette forme de diffusion, que ce soit sur le plan de l'éducation scolaire ou celui de l'action politique. Mais pour être tout à fait exact, il faut souligner que cette minorisation n'affecte que les forces progressistes et d'opposition aux structures du pouvoir en place. Mais ne plaçons pas la charrue avant les bœufs. S'il importe donc de ne définir aucune priorité entre les différentes formes de diffusion, il est par contre nécessaire de reconnaître la primauté de la lutte politique pour le contrôle de tous les moyens, quels qu'ils soient.

Qu'il me soit permis de clôturer cette liste des devoirs du vulgarisateur par un souhait de portée plus générale. Afin d'être plus pédagogique, il faut avoir le souci de déscolariser l'histoire. Qu'on n'y voie pas de paradoxe, mais l'effet d'une condition essentielle des nouveaux rapports qui devraient s'établir entre l'historien et son public; toute forme de subordination et de dépendance disparaissant en même temps que l'*ex cathedra*. C'est être suffisamment clair sans trop s'avancer que vouloir l'établissement de ces nouveaux rapports au sein d'un engagement conjoint de l'enseigné et de l'enseignant (21).

LES NECESSITES DE L'EXPOSE

Une définition aussi rapide des objectifs de la vulgarisation vous laissera sans doute sur votre faim tant qu'il y manquera forme, voire contenu.

Car après tout, la vulgarisation n'est pas un procédé d'intention. C'est une conception de l'engagement pour certains historiens professionnels et c'est par conséquent un combat quotidien qui réclame un programme quelque peu précis. Quels objectifs voulons-nous atteindre, dans la situation politique et le contexte social actuels, voilà une part certes essentielle de l'analyse. Mais peut-on répondre aux questions ainsi posées sans reconnaître et définir le matériau disponible dans l'état où veut bien le laisser l'idéologie dominante ? L'histoire, telle qu'elle est comprise aujourd'hui, n'est pas un vain mot : c'est une réalité tangible qu'il convient d'assimiler et de transformer. Il serait idéaliste de ne pas en tenir compte pour reconnaître les limites des possibilités de la matière à traiter et, partant, celles de notre action.

Par conséquent, il faudra résoudre tôt ou tard des questions de choix du contenu de l'enseignement à divulguer : il me semble impensable de ne pas vulgariser les bases de notre pratique historique qui finalement, ne l'ont jamais été de manière correcte. Mais il serait irréaliste de se refuser à tout aménagement de cette matière. Il y a d'ailleurs complète contradiction entre la tentation de se donner bonne conscience en exposant toute la matière historique dont nous disposons (au risque d'effrayer le public) et la volonté affirmée de lui fournir une méthode critique. La manière dont l'historien

(21) Je renvoie au groupe traitant de l'engagement de l'historien (*Cahiers Marxistes* n. 49, novembre 1978, pp. 29-38).

z. acquis son sens critique (c'est-à-dire sur le tas, pratiquement) ne peut se comparer à celle dont il l'enseignera. Il y a là des questions de temps et de volume qu'il est impossible d'éviter, mais qu'il est possible de résoudre en refusant de vulgariser systématiquement toutes les pratiques techniques propres à l'historien. Pour beaucoup, il y aura là parfois des choix déchirants, mais que l'historien perde ses illusions ou ses complexes : sa pratique est aujourd'hui, et sera encore pour longtemps, aussi spécifique que celle du physicien ou du biologiste.

On pourra peut-être calmer certaines appréhensions en parlant ici de priorité plutôt que de choix. D'une certaine manière, les priorités ont déjà été reconnues lorsque nous évoquions la définition des cadres du vécu (destinés à fournir aux non-historiens les points de repère fondamentaux de leur analyse).

D'autre part, je pense que, conscient des retards et détours qu'a imposés la diffusion d'une histoire trop parcellisée et exagérément technique, tout vulgarisateur bien intentionné refusera d'encre s'attarder aux aspects les plus statiques de la connaissance qu'il propage : une priorité absolue doit être donnée à la mise en évidence de mécanismes profonds de l'évolution du cours de l'histoire, auquel nous donnons le terme général de dynamique historique.

Les principes pédagogiques d'un tel apprentissage restent à formuler mais il est possible d'indiquer d'emblée les principales directions du travail; ainsi l'accent sera mis sur les mécanismes-charnières permettant le mieux la prise de conscience de ce dynamisme : la participation de l'acteur de l'histoire aux luttes politiques et sociales contemporaines (les grèves pour le maintien de l'emploi se multiplient en cette période de crise : en fut-il de même par le passé ? Et dans quelles circonstances ? Qu'est-ce une crise ? Etc...); la liaison étroite entre les différentes transformations des sphères superstructurelles ou infrastructurelles (d'une manière générale, rien n'évolue au hasard ni en complète indépendance).

Mais au fond, la méthode pédagogique ne pourra se présenter de manière fort différente de celle qu'on observe à l'école, tout au moins en ce qui concerne le point de départ — l'enseigné, son milieu et son temps — ainsi que la progressivité et l'élargissement de ses connaissances.

Et c'est bien là finalement le but de la vulgarisation : la prise de conscience généralisée pour le développement de l'esprit critique. C'est la vraie voie pour y parvenir que met en évidence le programme sommairement exposé : « montrer à l'homme qu'il est acteur de l'histoire ». Cet objectif mettra en œuvre un mécanisme en deux temps : la resituation de l'être humain d'abord, dans son milieu, dans son époque et dans le contexte de classe; puis, dans un second temps, la réinsertion de ce milieu, de cette époque et de ce contexte social dans le processus historique.

Objectifs, programme, termes pédagogiques. C'est bien une pédagogie que l'on attend de l'historien d'aujourd'hui.

Je terminerai ces réflexions par la proposition d'une définition de la vulgarisation :

La vulgarisation historique est l'émergence d'une connaissance

efficace et significative, au plan de la prise de conscience et des luttes en cours, par la référence constante au vécu et la réinsertion dans le processus historique.

Cette définition est sans doute incomplète tant qu'elle ne précise pas l'articulation de l'activité d'enseignement et de la pratique qui peut en résulter. Car la vulgarisation est à la fois une pratique scientifique de l'historien (celle qui accomplit le mieux le rôle de communication sociale de la science) et la réception que lui fait le public auquel elle était destinée, pour un usage déterminé. La mise en évidence de ce rapport dialectique nous montre que la vulgarisation est marquée d'une caractéristique propre à toute l'histoire : elle ne peut être innocente car elle est engagée — elle ne peut d'ailleurs que l'être.

Mais finalement, par quelque bout qu'on le prenne, le problème est celui de l'action militante, qui peut se poser à la manière idéale du rapport entre théorie et praxis. Mais le rapport idéal lui-même n'est pas encore atteint, ce qui explique que la lutte doit continuer.

Continuer sans concessions et sans illusions. Dans les circonstances actuelles, s'interroger sur la fin des historiens relève de la même utopie que de rêver de la société sans classes (qui serait la condition nécessaire d'une mémoire sociale assumée collectivement). Les luttes présentes font que l'histoire et l'historien sont bel et bien là, et l'ordre du jour indique leur ralliement aux forces du progrès. Ce processus postule de veiller à ne pas accroître le fossé entre le profane et le spécialiste pour en arriver à remettre entre ses mains toutes les méthodes d'analyse et de critique. Mais ce chemin de la « déspecialisation » de l'histoire — comme du reste — est long et tortueux, et il est bien difficile de dire ce que nous trouverons au bout. Aussi le réalisme politique nous fait dire que pour longtemps encore, la vulgarisation sera un combat mené par les spécialistes eux-mêmes.

EN DIAGONALE

LE VINGTIEME ANNIVERSAIRE DU CRISP

Vingt ans dans la vie d'un centre de recherche, ça compte. Surtout quand il s'agit des vingt premières années de ce centre, et qu'elles sont unanimement saluées comme un succès.

Le 20^{ème} anniversaire du CRISP (*) a donné lieu à un colloque, à des réceptions, à d'abondants commentaires de presse — commentaires ou l'éloge domine sans partage. Au cours du colloque, des questions ont été posées, singulièrement par Jacques Taminiaux, professeur de philosophie à l'université de Louvain, lequel se définit lui-même comme un collaborateur du CRISP « à son époque prénatale ».

C'est à cette époque, ainsi qu'à certaines interrogations de Jacques Taminiaux, que nous voudrions revenir.

La genèse du CRISP est indissociable de l'expérience des groupes « Esprit », qui, de manière très informelle, rassemblait en Belgique vers 1952-1953 des progressistes, le plus souvent jeunes, au delà des cloisons idéologiques qui à l'époque étaient bien plus étanches qu'aujourd'hui. Comme l'a rappelé le président-directeur général du CRISP, Jules Gérard-Libois, la référence à la revue « Esprit » avait surtout valeur symbolique : il s'agissait de se démarquer vis-à-vis d'une « orthodoxie rigide sur le fond et sur les méthodes », une orthodoxie dont le pluralisme même des groupes « Esprit » prenait le contrepied. En 1956, 33 volontaires s'alignaient pour tenter une analyse des « pouvoirs réels » dans ce pays. Deux ans plus tard, une société coopérative naissait : le CRISP sortait de sa période prénatale.

Sans nous livrer à un examen critique de l'œuvre réalisée en vingt ans par le CRISP — 800 Courriers hebdomadaires, le répertoire permanent des groupes financiers et industriels, des dossiers pédagogiques, une collection de monographies sociologiques et une série d'études africaines — une appréciation globale s'impose d'emblée : le CRISP a comblé un vide, répondu à une attente sinon à un besoin. Dans un pays aussi complexe que le nôtre, où les « lotissements » idéologiques, politiques et culturels sont si nombreux, il s'imposait d'organiser l'étude systématique des mécanismes de la décision politique. Incontestablement, la connaissance de ces mécanismes a progressé grâce au CRISP. Ce n'est pas un mince mérite. Il ne dispense personne de réfléchir sur les limites de cet apport.

Jacques Taminiaux donne l'exemple en se demandant si *le mode d'approche* du CRISP et *le contenu informatif prioritaire* de ses études ne sont pas à certains égards réducteurs. « Est-ce qu'en abordant les pouvoirs réels au niveau du seuil de la politisation, c'est-à-dire au point de jonction du social et des décisions étatiques, on n'exclut pas fatalement du champ de l'investigation un certain nom-

(*) Centre de recherche et d'information socio-politique, rue du Congrès 35 - 1000 Bruxelles. Tél. 02/218.32.26.

bre de phénomènes de perception de pouvoirs et d'opposition à des pouvoirs qui sont susceptibles de modifier en profondeur le tissu social sans pour autant que ces phénomènes visent exclusivement à trouver leur apaisement dans une nouvelle législation », demande Jacques Taminioux.

On pourrait à ce propos évoquer un « cas » particulièrement difficile à cerner sous certains aspects non-institutionnels. Nous pensons à l'idée du rassemblement des progressistes, tout à la fois objet de résolution de congrès politiques importants, thème de meetings, aspiration populaire, objet de négociations, sujet d'avatars divers. Face à un thème politique aussi complexe et aussi fluide, on peut penser que le CRISP laisse sur leur faim un certain nombre d'abonnés au Courrier hebdomadaire. On peut aussi se demander si en poussant la démarche plus loin, et en sondant plus profondément les racines et le cheminement de l'idée du rassemblement des progressistes, il n'eût pas indisposé d'autres lecteurs. On peut donc s'interroger sur les mécanismes d'un équilibrage interne du CRISP et ses éventuels effets d'autocensure. Est-il permis de suggérer que ces mécanismes sont liés à la conception même du pluralisme crispin, qui lui-même conditionne son « objectivité » ?

Jacques Taminioux, pour en revenir à lui, formule une autre question encore, et elle est provocante. « ... le simple constat de ce que le CRISP a joui d'un bon accueil auprès de récepteurs appartenant à des mondes qui se définissent eux-mêmes comme antinomiques devrait, observe-t-il, amorcer une interrogation. Que signifie cette égale crédibilité auprès d'acteurs sociaux et politiques qui se pensent comme opposés ? »

Eh ! bien, nous sommes fort tentés d'admettre que la crédibilité du CRISP n'est pas du tout égale pour tous ses usagers. Ou plus précisément, qu'elle a une signification différente pour les acteurs « qui se pensent comme opposés ».

A cet égard, nous voudrions nous référer à un autre exemple concret, qui, il est vrai, est de grand format : la « Morphologie des groupes financiers et industriels », suivie du « Répertoire permanent ». C'est sans conteste un des joyaux de la couronne du CRISP, un monument de la science politique. Ici aussi, il y a eu une période prénatale, sous la forme tout à fait extra-utérine de deux ouvrages : « Les trusts en Belgique » de Pierre Joye, le rapport d'André Renard au Congrès extraordinaire de 1956 de la FGTB. C'est à partir de ces deux ouvrages que le CRISP a chargé feu notre ami Jean Collin de rédiger la « Morphologie ». Il est excellent que pareille documentation, dûment préfacée, habillée, institutionnalisée, se répande dans les mass media et soit utilisée dans les universités. Mais en cours de route, ce qui était sinon un brûlot, du moins un texte militant, est devenu un ouvrage de référence quasi académique.

Dépouillé de tout commentaire politique et dynamique, il n'est plus qu'une description minutieuse, qui sert aux banques, holdings et trusts d'instrument de relations publiques. La « révélation » des secrets du monde bancaire et industriel, arme du mouvement ouvrier, a été partiellement récupérée par ce monde, dans la mesure où « Morphologie » acte la puissance de certains groupes, sans bien entendu mettre cette puissance en cause. Mais la récupération n'est que partielle, puisque l'analyse des groupes détenant le pouvoir

économique est dûment authentifiée, et que le mouvement ouvrier, qui y a accès, peut s'en servir sur un mode militant.

Nous en venons ainsi à une autre réflexion de Jacques Taminiaux — encore lui — qui s'est inquiété de voir se modifier en vingt ans le profil de l'informateur crispin lui-même. « Bricoleur bénévole » naguère, cet informateur est aujourd'hui un spécialiste professionnel. C'est-à-dire non plus un volontaire, mais un appointé qualifié. Cette évolution-là n'est assurément pas spécifique au CRISP. Pour Xavier Mabilille, directeur des publications, la professionalisation des collaborateurs du CRISP n'est pas étrangère à ce qu'il appelle la « surinstitutionnalisation » de la Belgique. « L'extension du champ de la décision politique, montre Mabilille, a une signification certaine du point de vue de la démocratisation du fonctionnement du régime, mais elle a abouti ainsi à une surréglementation et à une surinstitutionnalisation extrêmement pesantes. » Il suffit de penser aux mécanismes de la concertation et à la pratique bien belge des « pactes » entre partis politiques pour comprendre son propos. La complexité du champ politique est évidente dans ce pays. Est-il pour autant inévitable que ceux qui étudient ce champ le fassent en spécialistes ? Probablement. Mais dans le champ de la décision politique, il reste, pensons-nous, place pour une utilisation militante plus large et plus systématique des observations recueillies par le CRISP.

ROSINE LEWIN

LE THEATRE POUR ENFANTS (suite)

« Les spectacles pour enfants ne sont pas un luxe dont une société pourrait faire l'économie en période de crise économique. Ils représentent l'une des voies d'acculturation pour tous les enfants et singulièrement pour les enfants des milieux socio-culturels défavorisés » ... « Les comédiens de théâtre de l'enfance sont astreints à être à la fois conducteurs de camionnettes, déménageurs et électriciens, etc. Cette polyvalence... ne peut être imposée à tous et tout le temps parce qu'elle entraîne une sous-qualification représentant une moyenne de dix heures de travail pour une heure de spectacles. .. « Les salaires des comédiens de l'enfance se situent au bas de l'échelle des rémunérations »...

Voilà quelques extraits significatifs des conclusions auxquelles est abouti le colloque qui a réuni à La Marlagne, à la mi-novembre, les compagnies du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, le Conseil du théâtre de l'enfance et de la jeunesse et l'Association pour la promotion et la diffusion des spectacles pour enfants et adolescents.

Ce fut une rencontre importante, dans la mesure où elle a mis en présence d'une part ceux qu'on peut appeler les militants du théâtre de l'enfance, et d'autre part les pouvoirs publics. Importante surtout parce que l'impression quasi unanime qui s'est dégagée à La Marlagne est celle d'un dialogue véritable, d'une écoute attentive et prometteuse.

Ce dialogue est assurément un heureux événement.

Depuis le moment où les Cahiers marxistes consacraient une table ronde aux problèmes du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, le *Théâtre du printemps* (dont deux porte-parole avaient participé à notre table ronde) a dû fermer ses portes, et les comédiens des *Tréteaux de l'enfance sont menacés* de licenciement (*). Toutes les compagnies se heurtent à des obstacles dont nous écrivions en janvier qu'ils sont d'abord d'ordre matériel (manque d'infrastructure, insuffisance des moyens financiers), et qu'ils relèvent par ailleurs « de certaines habitudes institutionnelles et mentales secrétées par une société fondée sur le profit ».

Il est évident que la politique de crise n'est pas de nature à surmonter ces difficultés. C'est pourquoi la participation de représentants des ministères de la Culture et de l'Education nationale aux travaux de La Marlagne apparaît comme une étape dans un combat qui est loin d'être terminé. Nous reviendrons plus longuement le mois prochain sur ce dossier.

R.L.

(*) CM de janvier 1978.

COURRIER DES LECTEURS

Les articles de P. Joye et de J. Moins sur l'Etat dans les Cahiers de septembre ouvrent en Belgique un débat qui n'a pas fini de secouer la gauche européenne. Grâce leur en soit rendue ! Les réflexions qui suivent n'ont d'autre ambition que de poursuivre le débat ainsi amorcé. Il me reste à espérer que le schématisme auquel m'expose plus que probablement la brièveté à laquelle je me suis efforcé ne provoquera aucun malentendu, et qu'on me pardonnera de ne relever dans ces contributions que ce qui me semble faire problème (je ne reviendrai pas, par exemple, sur la nécessaire revalorisation de la démocratie qu'elles contiennent).

A la lecture de ces deux contributions, une constatation saute aux yeux : la problématique du dépérissement (ou de l'extinction, c'est comme on voudra) de l'Etat brille par son absence. Si elle figure dans l'article de P. Joye, c'est à titre de rappel historique et elle n'intervient en rien dans ce qui apparaît comme la version contemporaine (« réactualisée ») d'une stratégie révolutionnaire en direction de l'Etat.

Faut-il donc en conclure que cette problématique constitue une question académique juste bonne à meubler les longues soirées d'hiver des philosophes en mal de sujet (quand ils n'ont pas la télévision) ? Je n'en crois rien ; je suis au contraire persuadé qu'elle conditionne toute la réflexion sur l'Etat.

L'ETAT DANS LES PAYS SOCIALISTES

D'abord en ce qui concerne les pays socialistes : c'est sur ce point que porte la principale mystification théorique de l'époque stalinienne. Au nom de l'anti-dogmatisme et de la nécessité de spécifier le concret les enseignements de Lénine, le contenu de l'Etat et la Révolution a été retourné, le dépérissement de l'Etat assimilé à son renforcement, et le socialisme théorisé comme un mode de production (1). La dure réalité internationale de l'avant-guerre a permis à ce tour de passe-passe d'acquérir le statut d'une découverte scientifique. S'il me paraît dangereusement idéaliste de chercher dans une déviation théorique l'origine des problèmes politiques actuels dans les pays socialistes (qu'on peut résumer comme l'absence d'initiative et d'autonomie des masses populaires), il reste néanmoins que les choix qui ont été ceux des années 28-29, privilégiant systématiquement les méthodes d'intervention étatique au détriment des initiatives populaires, ont conduit à une hypertrophie de l'appareil d'Etat. Cet appareil omniprésent bloque la transformation des rapports de production en tenant les masses à l'écart du processus. Alors que l'expérience du mouvement ouvrier (reprise et systématisée dans les « classiques » du marxisme) indique très clairement que seul le plus libre développement de la lutte des classes à travers les initiatives populaires peut abolir les classes, par quel miracle le blocage et l'étouffement de ces initiatives pourrait-il aboutir au même résultat ? Comme le faisait remarquer Togliatti en 1956 déjà, « le système se trouve privé de toute dialectique interne, de toute expression politique pluraliste de ses contradictions ».

Poser le problème du dépérissement de l'Etat empêche de dresser une muraille de Chine entre socialisme et communisme, et oblige à penser le socialisme comme un régime fondamentalement contradictoire, au sein duquel les rapports de production communistes et capitalistes se disputent le terrain pied à pied.

Sans se lancer dans de longs développements, il paraît évident que le maintien d'un appareil d'Etat au-dessus de la société est au centre d'un des problèmes politiques importants de notre époque : il y va de l'avenir des formations sociales où le capitalisme a été renversé.

(1) Pour une démonstration de mes affirmations, consulter le remarquable article de V. Gerratana, « Lénine critique de Staline », *Dialectiques* n° 6 (automne 1974), p. 3.

ET EN BELGIQUE ?

On pourrait objecter que cette question n'est pas aussi intimement liée à nos préoccupations nationales. La Russie de 1917 n'est pas l'Europe occidentale de 1978, c'est bien connu. Encore que ce serait une grave erreur de croire que nous n'avons aucun enseignement à tirer de l'évolution des régimes socialistes, et que nos traditions démocratiques nous mettent à l'abri de toute déviation bureaucratique-étatique. Il est indéniable que les grandes conquêtes démocratiques qui façonnent nos habitudes politiques, garantissant notamment l'expression de la classe ouvrière et le pluralisme de la société, sont l'œuvre de cette classe ouvrière. Comme l'explique J. Moins, ces conquêtes ont permis que se modifie le rapport de force entre les classes. Mais cette médaille a son revers : le mouvement ouvrier (ou plutôt, chez nous, son aile réformiste largement majoritaire), c'est aussi le clientélisme qui caractérise le mode de domination du PSB dans les régions où il règne en maître, c'est aussi l'absence d'indépendance et de démocratie syndicale (traiter le syndicat comme une courroie de transmission n'est pas réservé au stalinisme), c'est aussi la plus noire défiance envers les initiatives spontanées des masses. Nul n'est besoin d'une imagination débordante pour se faire une idée des **luttons** qu'il faudra mener pour limiter les pouvoirs d'un Etat qui serait dominé par les représentants politiques de la classe ouvrière et dont les méthodes de gestion seraient le prolongement des pratiques actuellement dominantes au sein du mouvement ouvrier (2).

Pour concise qu'elle soit, la définition du réformisme que donnent les documents de réflexion pour le XXIII^e Congrès du PCB (« une forme particulière dans laquelle l'idéologie de la classe dirigeante se transmet et s'adapte au mouvement ouvrier ») ne dit pas autre chose.

En ce sens, l'opposition entre le surdéveloppement de l'appareil d'Etat et les formes d'auto-organisation des travailleurs et des citoyens n'a rien de formel ou d'abstrait ; au contraire, elle concerne au premier chef l'orientation qui est aujourd'hui donnée aux luttes qui traversent l'Europe occidentale.

L'APPAREIL D'ETAT

On retrouve ainsi, si on veut bien ne pas s'attacher à des formules, ce qui au delà de ces formules me semble faire le fond de la pensée de Marx sur l'Etat. Le rôle de l'Etat dans la reproduction des rapports de production et de la division du travail, y occupe une position centrale. Autrement dit, l'existence d'un appareil « au-dessus » de la société, chargé de la diriger est incompatible avec l'abolition des classes sociales, cet appareil empêchant précisément d'aller au bout de la démocratie et de voir les cuisinières aussi prendre en charge la gestion de la cité (pour reprendre une métaphore célèbre) (3). P. Joye a montré clairement comment les liaisons multiformes entre l'appareil d'Etat et la société civile (la superstructure), liaisons souvent assurées par des appareils idéologiques (qui, comme leur nom l'indique, fonctionnent de manière prévalente à l'idéologie) jouent un rôle essentiel pour la pérennité de la domination bourgeoise sur la société et donc la reproduction de la division de la société en classes antagonistes (4).

D'autre part, cet appareil reproduit en son sein les rapports hiérarchiques caractéristiques du mode de production capitaliste. C'est pour cela que

(2) Sous cet éclairage, le stalinisme apparaît bien comme la revanche posthume sur Lénine des ténors de la II^e Internationale.

(3) Qui entreprendra la revalorisation des expériences qui mettent en cause la division du travail ? Dans ce domaine, l'idée que « les cadres décident de tout » a fait des ravages dont les effets sont loin d'être dissipés. Il est un peu court d'interpréter ces tentatives uniquement comme des palliatifs imposés par la misère sans voir en quoi elles peuvent être porteuses d'avenir.

(4) Il ne faut toutefois pas perdre de vue que dans les sociétés démocratiques, concertation - consentement et répression sont unies par une dialectique qui a fait ses preuves. S'il est important de bien saisir en quoi l'organisation du consentement contribue à assurer la domination de la bourgeoisie sur la société, il serait un peu léger de négliger dans l'analyse de l'Etat les tentatives de renforcement de

Lénine pouvait parler de la subsistance en régime communiste d'un « Etat bourgeois — sans bourgeoisie ». Ce paradoxe n'en est un qu'en apparence : il procède de l'asymétrie fondamentale entre les positions qu'occupent la bourgeoisie et le prolétariat face à « leur » Etat. De cette asymétrie — sous-jacente à nombre de positions léninistes — découle qu'« il ne faut au prolétariat qu'un Etat en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse point ne point s'éteindre ». Par opposition, la bourgeoisie est consubstantielle à l'Etat : elle ne pourrait s'en passer, dans la mesure où elle se constitue en classe, surmonte les contradictions entre les fractions qui la composent et (a fortiori) devient hégémonique par la détention du pouvoir d'Etat. C'est l'autonomie relative de l'appareil d'Etat qui permet à la bourgeoisie de dégager des objectifs qui dépassent les intérêts spécifiques de chacune de ses fractions (même si l'une d'entre elles, la monopoliste est aujourd'hui largement dominante) pour s'adresser à la société dans son ensemble. Par contre, « si la bourgeoisie a un rapport essentiel à l'Etat, la classe ouvrière se constitue comme classe dans des formes d'organisation non étatiques » (5). Gramsci est probablement celui qui a pensé la question de l'unité politique de la classe ouvrière et de la définition de son identité politique dans les termes les plus pénétrants : pour lui, elle se réalise dans le Parti (« intellectuel organique et collectif ») dont le rôle est d'assurer l'hégémonie de la classe et de conduire à son terme le processus de dépérissement de l'Etat. Pour ne pas envisager cette proposition de manière réductrice, il faut comprendre que l'hégémonie de la classe ouvrière, concrétisée dans le rôle dirigeant du Parti, doit nécessairement s'exercer dans un cadre qui excède — et de loin — l'appareil d'Etat : l'hégémonie se mesure à la capacité de faire avancer la totalité de la société (et donc à la capacité de la classe ouvrière à nouer des alliances), elle s'exerce dans la dialectique syndicats - partis, des assemblées représentatives et des formes d'auto-organisation, elle touche les normes culturelles, le mode de vie, le langage, ... Comme l'écrit J. Moins, il s'agit d'un concept dont la richesse est encore loin d'être épuisée. C'est sous ce concept que doit être pensée la transition au communisme. C'est aussi en s'appuyant sur ce concept que L. Gruppi était amené à affirmer que « la destruction de l'Etat, autrement dit de son centralisme bureaucratique et policier, se présente comme un processus commençant avant la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés. » (6)

LA TENDANCE AU COMMUNISME

Les luttes réelles menées pour élargir la démocratie tous azimuts (dans les entreprises, dans les quartiers et jusqu'au sein de l'appareil d'Etat : pensons aux mouvements qui agitent la magistrature, dessinant une tendance à rendre la justice « sans prétendue neutralité, pour reprendre l'expression de Moins) appuient cette idée, confirmant en même temps la justesse de la position matérialiste de Marx et d'Engels qui voyaient le communisme non pas comme un idéal proposé à l'humanité par des précurseurs plus ou moins géniaux, mais bien comme une tendance que la lutte des

l'appareil répressif (avortées ou réussies) de ces dernières années comme le renforcement de la gendarmerie, le projet VdB de défense globale du territoire ou l'utilisation massive de l'informatique pour le filçage des citoyens.

(5) Béatrice Henry, la Nouvelle Critique n° 107 (octobre 1977), p. 13.

(6) L. Gruppi, Dialectiques n° 17 (hiver 1977), p. 40. C'est au départ de telles considérations que la discussion sur la dictature du prolétariat est posée correctement, comme le fait Béatrice Henry dans l'article cité en (5). L'essentiel de l'argumentation repose sur l'idée que « l'unification du peuple dans l'objectif de construction du socialisme qui devait être réalisée [pour Lénine] sous la direction du prolétariat grâce à l'autorité de l'Etat, est chez nous en voie de constitution dans des formes d'organisation non étatiques, au sens où elles émanent directement de l'initiative des masses. Dans les conditions de la France, ce n'est pas la destruction de l'Etat bourgeois qui rendra possible l'unification du peuple dans un processus unique et conscient ; au contraire, c'est le processus d'unification du peuple qui d'ores et déjà entame la destruction de l'Etat à partir de ses propres institutions » (Béatrice Henry, article cité). Pas seulement dans les conditions de la France, d'ailleurs.

classes engendre dans le capitalisme, à la fois objectivement (de par l'accumulation du capital et la socialisation des forces productives), et subjectivement (de par l'intervention consciente des organisations de la classe ouvrière) Mais ces deux aspects ne fusionneront que dans la mesure où la classe ouvrière, devenue hégémonique, dirigera l'évolution d'ensemble de la société. Tant que cette fusion n'est pas réalisée, les luttes de la classe ouvrière se déploient largement contre l'Etat : c'est vrai en ce qui concerne les luttes quotidiennes et revendicatives (tout le monde a encore en mémoire le conflit à l'Association Liégeoise d'Electricité, pour évoquer un exemple bien parlant), mais aussi en ce qui concerne les appareils idéologiques.

Si ceux-ci représentent bien, comme l'explique P. Joye, un point faible pour la classe dominante puisque l'appareil d'Etat est ainsi fondé sur un grand nombre de salariés n'appartenant pas à cette classe dominante et ne s'identifiant pas toujours à elle (les enseignants par exemple), ils sont aussi un point d'appui très fort pour cette classe. Cette force (soulignée dans la citation où Gramsci parle de la robuste chaîne de forteresses et de casemates qui se trouve derrière la tranchée avancée qu'est l'Etat) me semble sous-estimée dans les conclusions générales des deux articles des Cahiers : l'Etat prend bel et bien à son compte des charges que toute société devra assumer — mais il le fait dans des formes qui sont celles de l'idéologie dominante.

FONCTIONNEMENT A L'IDEOLOGIE

On peut brièvement expliciter cette remarque à propos de l'enseignement qui constitue certainement l'appareil idéologique aujourd'hui dominant.

Assurant la reproduction d'ensemble de la force de travail, l'école transmet des « savoir-faire », qui forment l'héritage scientifique et technique légué par plusieurs siècles d'histoire ; mais elle inculque aussi des « savoir-vivre » (résignation d'obéissance pour les futurs exploités, capacité à manipuler l'idéologie dominante pour les futurs agents de l'exploitation : chacun à sa place, et les vaches seront bien gardées). En général, l'idéologie se fraie son chemin à travers des apprentissages réputés neutres : l'analyse des manuels de lecture montre clairement comment les enfants absorbent une dose massive de conformisme idéologique à travers un apprentissage aussi indispensable que celui de la lecture. Faire la part des choses et séparer « savoir-faire » et « savoir-vivre » est impossible : c'est bien connu, il n'y a d'idéologie que sous-tendue par une pratique.

Le fait que l'ensemble de ce que Gramsci appelait l'appareil d'hégémonie soit effectivement à la fois un lieu et en enjeu de la lutte des classes n'empêche en rien que pour le moment, cet appareil fonctionne avant tout comme un régénérateur des rapports de production. C'est en ce sens que les rapports de production sont (en partie) reproduits à l'idéologie.

LE POUVOIR D'ETAT

« Le concept théorique d'hégémonie est étroitement lié à une reformulation stratégique : le passage à la guerre de position, guerre de longue haleine qui prépare par la conquête des masses dans toutes les articulations de la société le moment de la conquête de l'Etat » (7) Autrement dit, si reformulation stratégique il y a, l'investissement des appareils idéologiques ne se confond pas avec la conquête de l'Etat : le moment intense de la lutte des classes que représente cette conquête est indispensable pour achever la conquête de l'hégémonie (pour autant qu'elle puisse un jour l'être définitivement).

Cette étape me paraît malheureusement effacée dans les deux articles des Cahiers : s'il est bien acquis aujourd'hui, pour nous communistes, que nous marcherons « sur deux jambes » (en s'appuyant à la fois sur la conquête de majorités électorales et sur de grandes luttes populaires), il me paraît aussi indispensable, pour ne pas s'en tenir à un débat de formules, de ne pas escamoter la question des tâches qui seront à l'avant-plan lorsque

(7) C. Buci-Glucksmann, *Dialectiques* n° 17 (hiver 1977), p. 27.

le rapport des forces basculera du côté de la classe ouvrière et de ses alliés, leur assurant le pouvoir d'Etat (dans le pluralisme, bien entendu). Ceci aussi pour éviter un malentendu : affirmer que le dépérissement de l'appareil d'Etat commence dès avant la prise du pouvoir, se fixer comme objectif une société sans classe et sans Etat ne signifie nullement que toute forme d'organisation sociale doit disparaître. Il faudra bien évidemment accorder une attention extrême au développement des organes de la planification, soumettre les fonctions publiques à des formes de démocratie directe, organiser l'articulation entre ces formes de démocratie directe et les assemblées élues, supprimer les fonctions répressives (ou, pour certaines d'entre elles, les réorienter). Aller au-delà de ces indications très générales relèverait de la spéculation, puisqu'on ne peut pas vraiment dire qu'un tel programme soit à l'ordre du jour en Belgique dans un avenir très proche.

Résumons-nous : pour en venir finalement à la discussion de mots d'ordre, celui de démocratisation de l'Etat me semble pêcher doublement. D'une part, il gomme les ruptures, les moments de crise, d'accélération du processus historique qui ne manqueront pas de se produire dans la conquête du pouvoir d'Etat.

D'autre part — et ceci me paraît plus grave — la perspective du dépérissement de l'Etat disparaît complètement de la sorte. Cette perspective est pourtant intimement liée à notre lutte pour le socialisme — et les réalités (en URSS ou ailleurs) que masque son travestissement ou son oubli me paraissent suffisamment graves pour que nous nous en préoccupions.

Dans cette optique, le mot d'ordre « pousser la démocratie jusqu'au bout » me paraît beaucoup plus riche, plus complet et plus proche des objectifs que nous nous fixons.

LA REPONSE DE JACQUES MOINS...

Le problème du dépérissement de l'Etat ne me paraît pas conditionner toute la réflexion sur l'Etat. Il faudrait en effet tout d'abord bien s'entendre sur les concepts. Lorsque nous parlons des « structures étatiques » nous avons à l'esprit plus que le rôle « répressif » ou coercitif de l'Etat. Le rôle des structures publiques dans l'économie, la vie sociale, va en augmentant. On pourrait en inférer que l'Etat se renforce si l'on n'aperçoit pas que, dans le même temps, ce rôle peut changer de nature et dans la recherche du consentement (pour quelle société ?) ne pas faire appel à la seule contrainte. C'est l'enjeu de la lutte des classes à ce niveau. L'Etat n'est en effet pas « au-dessus » de la société. Les structures qui le constituent évoluent. En les démocratisant le caractère coercitif peut s'affaiblir. Il en est de même pour les structures sociales (en ce compris celles du mouvement ouvrier). C'est pourquoi il me paraît que la réflexion sur le développement de la démocratie de base est particulièrement importante si l'on veut éviter les dangers multiples de déviations bureaucratiques. C'est alors le caractère répressif qui s'affaiblit sans que les structures ne disparaissent pour autant. Il me paraît prématuré de s'interroger sur leur dépérissement global. Pierre Gillis en est d'ailleurs conscient dans les considérations qu'il développe à la fin de sa note.

J.M.

... ET DE PIERRE JOYE

C'est à dessein que ces articles n'abordent pas « la problématique du dépérissement de l'Etat ».

Le problème de l'Etat est complexe et présente de très nombreux aspects. Dans ma contribution — pour ne parler que de mon article — je me suis donc délibérément borné à examiner seulement certains aspects du problème en me limitant par ailleurs au cas de l'Etat capitaliste : son rôle et ses fonctions, sa spécificité, les transformations qui s'y sont opérées, la nécessité non pas de le briser mais de le transformer profondément en le démocratisant. C'était déjà beaucoup et c'est pour cette raison que j'ai délibéré-

ment omis d'aborder dans cet article toute une série de thèmes sur lesquels je me réserve de revenir et qui se posent également à propos de l'Etat capitaliste. Notamment les nationalisations, l'incidence de la supranationalité (multinationales, CEE, etc.), le capitalisme monopoliste d'Etat (les diverses acceptions du concept, sa validité ou non-validité).

A plus forte raison n'ai-je pas abordé les problèmes posés lors du passage au socialisme : l'Etat de transition, l'Etat socialiste. C'est seulement dans ce cadre qu'il peut être question du dépérissement de l'Etat car si cette perspective s'inscrit dans la stratégie de la lutte pour le socialisme dans les pays capitalistes, ce n'est que comme perspective. Dès lors, ce thème trouve seulement sa place en abordant le problème de l'Etat dans un régime socialiste. Or ce thème est tellement vaste qu'il réclame de plus longs développements que Pierrot Gillis semble le croire et nécessite à lui seul au moins un article sous peine de se borner à des généralités. Pour ce qui concerne le seul problème du dépérissement de l'Etat, il ne suffit pas d'indiquer que Marx et Lénine se fixaient cette perspective. Il faut rappeler la polémique Marx-Bakounine (extinction ou suppression de l'Etat), la conception de Staline sur le renforcement nécessaire de l'Etat, les conceptions soviétiques actuelles, les conceptions yougoslaves, le problème de la symbiose Parti-Etat, etc., etc. Cela nécessite plus que quelques lignes.

En ce qui concerne les autres réflexions de P. Gillis, je me bornerai à deux remarques.

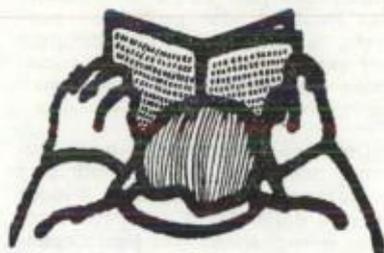
1) Il ne me paraît pas exact de déclarer, comme il le fait, que « le dépérissement de l'appareil d'Etat commence dès avant la prise du pouvoir ». Une démocratisation de cet appareil s'attaquant à ses aspects bureaucratiques et policiers peut en réduire les aspects les plus répressifs, mais ce « dépérissement » peut seulement commencer quand la transformation des rapports de force entre les classes dont l'Etat est la condensation matérielle est arrivée à un point qui a enlevé son hégémonie à la bourgeoisie — dans l'Etat et dans la société.

Quant aux initiatives autogestionnaires qui se manifestent parfois de façon embryonnaire et sporadique dans le cadre même du système capitaliste (coopératives, usines autogérées, etc.), elles ne doivent pas susciter d'illusions. Elles sont intéressantes et doivent être soutenues parce qu'elles témoignent d'une aspiration à l'autogestion mais elles n'ont rien de structures du système. Il ne peut y avoir d'îlots de socialisme dans un système qui ne l'est pas.

2) Abordant le problème de l'hégémonie de la classe ouvrière, P. Gillis évoque Gramsci et le rôle qu'il assignait au Parti, « intellectuel collectif », dont la tâche est de conduire à son terme le processus de dépérissement de l'Etat. L'admiration justifiée pour Gramsci ne doit pas nous amener à attribuer une valeur universelle à des textes écrits dans des circonstances historiques précises. Celles-ci se sont singulièrement modifiées depuis 40 ans. De ce fait, certaines de ses conceptions — c'est le cas de celle-ci — ne répondent plus à nos perspectives — pluralistes — de la marche vers le socialisme.

Pierre JOYE.

Livres



Les élections européennes

par Emy Spelkens

A l'approche de l'élection du Parlement européen au suffrage universel prévue pour juin 1979, les publications se multiplient pour faire connaître cette institution ignorée non seulement du grand public mais même de la plupart de ceux qui s'intéressent à la chose publique.

Il faut reconnaître que les pouvoirs très limités que détient l'Assemblée européenne expliquent en partie ce manque d'intérêt. Et la complexité des institutions européennes ne facilite pas la tâche de ceux qui cherchent à suivre l'actualité dans ce domaine. De ce point de vue le fascicule que vient de publier Emy Spelkens sur les élections européennes sous l'égide de l'Institut Emile Vandervelde (*) n'apporte pas beaucoup de lumière. On y cherche vainement une information, même lapidaire, sur les institutions de la Communauté ainsi que sur les pouvoirs et le fonctionnement du Parlement européen.

Par contre, la problématique électorale y est longuement abordée et fournit à celui qui s'y intéresse des informations utiles. Emy

Les élections européennes — éléments d'histoire, problématique électorale par Emy Spelkens. Une étude de l'Institut Emile Vandervelde — 248 pages — 200 F.

Spelkens analyse les principales dispositions qui régiront ces élections, les problèmes qui restent en suspens — comme celui du droit de vote des immigrés — et les divers systèmes électoraux adoptés par les Etats membres.

Le projet de loi Boel, qui vient d'être adopté par le Parlement, est lui aussi analysé, y compris la discussion qui a présidé à son élaboration.

Enfin, Emy Spelkens consacre une place importante aux programmes électoraux des forces politiques en présence. D'un point de vue socialiste, cela va de soi, et même étroitement partisan à certains moments. Ainsi, elle ne nie pas les divergences qui persistent entre socialistes européens ; mais elle les perçoit « comme un incitant au dialogue et à l'examen ». Par contre, dit-elle, « le torchon brûle » entre PCF, PCI et PCE au point de pouvoir parler du « glas de l'eurocommunisme ».

C'est évidemment prendre ses désirs pour des réalités, d'autant plus que la notion d'eurocommunisme dépasse largement les problèmes liés à l'Europe des Neuf. Il est vrai qu'une divergence existe entre le PCF et le PCE à propos de l'élargissement futur de la Communauté. Vrai également que des nuances séparent le PCF et le PCI dans l'analyse des réalités européennes et des perspectives de démocratisation de la Communauté. Mais cela ne signifie pas la fin de l'eurocommunisme. La dernière rencontre entre Marchais et Ber-

linguer l'a d'ailleurs bien montré, tout comme les actions communes organisées par les PC de l'Europe des Neuf sur des problèmes concrets, à propos de la sidérurgie par exemple (où en sont les socialistes européens dans ce domaine ?).

Dernière remarque : nous savons bien que les communistes belges ne sont pas appelés à jouer un rôle déterminant dans ces élections européennes: On peut cependant trouver dommage que, dans un fascicule destiné au public belge, on ne trouve pas une ligne sur leur position en la matière.

V.K.

Sauver l'Europe

par Paul M.G. Levy

C'est de tout autres horizons que vient « Sauver l'Europe » de Paul M.G. Levy.

Son titre est à lui seul un appel, un cri. Il est vrai que l'auteur nourrit pour l'Europe une passion déjà ancienne, cent fois déçue, mais obstinée. Son livre est un témoignage attachant sur « 30 années perdues » au service d'une certaine idée de l'Europe. Un témoignage dont la sincérité est aussi évidente que l'imprégnation idéaliste.

Une des idées-force de ce récit, souvent savoureux par ailleurs, est que l'Europe s'est fourvoyée dans les voies de l'économie : « les marchands ont envahi le temple, et avec eux, on a été ramené aux calculs sordides, aux traitements fragmentaires, au court terme ». Le salut de l'Europe, aux yeux de P.L., c'est le retour à « l'esprit ». Et ce salut postule qu'on tourne le dos aux problèmes de la croissance économique.

A ce niveau déjà, la confusion s'installe. Quand Paul M.G. Levy pense construction économique de l'Europe, il écrit « recherche constante du profit maximum, refus des sacrifices, développement des

égoïsmes nationaux et catégoriels... ». Avec le goût immodéré des aphorismes qui le caractérise, il ajoute : « On n'arrivera pas à l'unification politique indispensable sans écarter l'Europe des affaires. Il faut désenvoûter l'entreprise. »

Que signifient ces propos à la fois généreux et magiques ?

La recherche constante du profit maximum est certes une réalité, mais elle n'est pas imputable à tous les citoyens d'une Europe occidentale qui se cherche. Elle est le propre de groupes privés qui détiennent des pouvoirs immenses ; elle est le moteur du système capitaliste. Mettre dans le même sac la revendication du droit au travail de millions de chômeurs et les calculs massacreurs d'emplois de quelques grands patrons du textile ou de l'acier, c'est se moquer du monde. Paul M.G. Levy pratique (sans doute ingénument) ce type de moquerie. Il ignore les classes et leurs antagonismes ; il exalte les droits de l'homme sans s'embarrasser des réalités économiques et sociales. Qu'on nous entende bien : les droits politiques et les libertés individuelles, nous aussi nous les prenons au sérieux. Mais sans escamoter les autres droits. Si par exemple nous mesurons pleinement la valeur du suffrage universel, conquis par le mouvement ouvrier au prix de durs et sanglants combats, nous ne lui attribuons pas des vertus magiques. Ce ne sont pas les élections à l'assemblée européenne de juin 1979 qui vont, comme le soutient Paul Levy, changer la nature de l'Europe. Il existe, ne lui en déplaise, quelques problèmes structurels qu'on ne résoudra pas par les élections prochaines, ni par un appel au « désenvoûtement » de l'entreprise. Des problèmes qui sont l'enjeu d'une âpre lutte de classes dans chacun des pays européens concernés, et qu'aucune institution européenne ne peut gommer.

Ainsi l'acier. A suivre P.L., les problèmes de la sidérurgie qui « transcendent les frontières étatiques », devraient être réglés par un pouvoir supranational. Ce serait, croit-il, une garantie de « ges-

tion démocratique respectueuse des citoyens ». Ce serait au contraire, pensons-nous, la certitude d'accroître encore le pouvoir — envoûté par la soif de profit — d'une poignée de banquiers et de maîtres de forges. En effet, ce pouvoir, sur lequel les citoyens ne disposent encore dans leur propre pays d'aucun moyen de contrôle serait encore plus éloigné et plus incontrôlable. C'est bien pourquoi, entre autres raisons, nous souhaitons, dans la perspective des élections de juin 1979, un élargissement du pouvoir de l'assemblée européenne, mais aux dépens de l'exécutif et non des parlements nationaux.

Qu'il nous soit permis, accessoirement, de dire ici que même si elle est fugitive, l'assimilation entre communistes et fascistes que fait Levy est indigne de lui. Il n'y a aucune « parenté fondamentale », fût-ce à propos de la construction européenne, entre les communistes qui font de la « démocratie jusqu'au bout » l'axe de leur lutte, et les fascistes fossoyeurs de la démocratie.

R.L.

Paul M.G. Levy « Sauver l'Europe »
Editions Duculot Gembloux — Collection Documents — 208 p.



**les
Bons d'épargne
CGER 
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE



Une des quelque cent cinquante photos publiées par les Editions Vie Ouvrière sous le beau titre de Chroniques immigrées. Ce recueil est signé Christian Carez et Michel Vanden Eeckhoudt. Nous formons le vœu qu'il soit diffusé non seulement parmi les travailleurs grecs, turcs, italiens, espagnols, portugais, marocains qui vivent chez nous — mais aussi parmi tous ceux qui connaissent encore mal « les immigrés » et à qui ces témoignages peuvent apporter beaucoup...

A PARAÎTRE DANS NOS PROCHAINES LIVRAISONS

PROBLEMES DE L'ETAT (suite)

Contributions de Pierre Joye, Claudine Cyprès, Jean-Claude Bodson et Roel Jacobs

HISTOIRE ET ENGAGEMENT

Vulgarisation et enseignement de l'histoire
par Anne Morelli et Anne Rayet

Une table ronde sur **Bande dessinée et Idéologie**

Des livres pour enfants par Christine Renard

« L'espace judiciaire européen », par Jacques Moins

Géographie économique de la Belgique, par C. Vandermotten

EN AVANT LA MUSIQUE !

Il ne manque pas de livres sur la musique. Ils sont le plus souvent destinés à un public spécialisé.

« EN AVANT LA MUSIQUE » ne vise pas à conquérir en particulier les fans du rock, les wagnériens ou les amateurs de chaînes hi-fi. Les problèmes des musiciens, des publics, des medias, de l'enseignement, des orchestres, de la chanson... y sont situés dans un contexte global : celui de la société capitaliste, marqué par la crise, en Belgique francophone.

Une équipe de la Fondation Jacquemotte a travaillé pendant trois ans sur la vie musicale « tous azimuts ». Elle vous livre enquêtes, informations, analyses et propositions. Une idée-force traverse l'ouvrage : *une autre politique musicale est possible !* Est-ce rêver que de penser à une vie musicale plus riche, plus suivie, plus diversifiée, plus proche des gens ?

« En avant la musique » est édité par la s.a. « Du Monde Entier » sous l'égide de la Fondation J. Jacquemotte.

Le livre vous sera envoyé après virement de 200 F, soit au C.C.P. n° 000-0742094-44 de la s.a. Librairie « Du Monde Entier » soit au C.C.P. de la F.J.J. n° 000-0188745-80

Une bonne idée pour mieux agir...



L'abonnement annuel (dix livraisons) : 500 F.
L'abonnement « jeune » (moins de 25 ans) : 250 F.
Etranger : 600 F.
Soutien : F.

ADRESSE : 20, avenue de Stalingrad — 1000 Bruxelles. —
Téléphone : (02)512.90.12.
CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

60 F